



ESPACE PRODUCTION INTERNATIONAL - E.P.I.
SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 6 498 908 €
SIEGE SOCIAL : 1 rue de l'Europe - 67520 MARLENHEIM
390 625 382 - RCS SAVERNE

Rapport financier semestriel
Semestre clos le 30/06/2010

(L 451-1-2 III du Code monétaire et financier
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30/06/2010 établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société www.epi.fr

Sommaire

- I. Attestation du responsable
- II. Rapport semestriel d'activité
- III. Comptes complets du semestre écoulé présenté sous forme consolidée
- IV. Rapport des commissaires aux comptes

I. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31/08/2010

Gérard VOIRIN

Président du Directoire

II. Rapport semestriel d'activité

1. Les chiffres clés du semestre commentés

Groupe EPI

Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2010

En K€	1 ^e Semestre 2010	1 ^e Semestre 2009	évolution	2 ^e T 2010	2 ^e T 2009	évolution
Revêtement de sol	35 732	34 796	2,69 %	17 889	19 056	- 6,11 %
Négoce	2 369	5 130	-53,82 %	1 292	2 491	-48,16 %
Meubles en kit	55 935	61 012	-8,32 %	28 695	26 553	8,07 %
Totaux	94 036	100 938	-6,84 %	47 876	48 100	-0,46 %

Les données ci-dessus sont nettes des intercos Cf Note 34.1.2

Le groupe EPI produit et commercialise des revêtements de sol mélaminés et des meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés et conduit également une activité de négoce de meubles sous-traités principalement en Asie.

Pour le deuxième trimestre 2010, le chiffre d'affaires du groupe, est en très léger retrait de 0,46 %, par rapport au même trimestre de 2009. Mais pour la première fois depuis le début de la crise économique le chiffre d'affaires de l'activité meubles en kit affiche une progression. Sur le semestre la réduction est de 6,84 %. L'activité négoce devient marginale et sortira sous peu du modèle économique du Groupe.

Les dernières publications du Groupe annonçaient ces évolutions et en particulier le recentrage sur les savoirs faire historiques, meubles en kit et revêtement de sol. Les niveaux d'activité vont être de même nature au moins pour le trimestre en-cours et très probablement pour le suivant. Dans un contexte conjoncturel où la prudence reste de mise, l'ensemble des mesures de gestion prises en 2009 vont permettre au Groupe de respecter sereinement, sur l'exercice, ses engagements financiers.

2. Description générale de la situation financière et des résultats de l'émetteur et de ses filiales pendant le semestre

Principales activités

Le Groupe EPI produit et commercialise des revêtements de sol mélaminés (RDS) et des pièces ou des meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés. Il conduit également une activité de création et de négoce de meubles.

Production et commercialisation de revêtement de sols stratifiés



- Circuits de distribution :

- Pour les gros volumes, les ventes sont majoritairement traitées par les équipes du siège de plus en plus renforcées par des commerciaux « terrain » ;
- Pour des volumes moindres, les ventes se font par l'intermédiaire d'agents, et de commerciaux exclusifs.

Production de meubles en kit

Processus de production par mélamine



Processus de production par enrobage



- Circuits de distribution :

- Les chaînes de distribution spécialisées, équipement du foyer et meubles.
- Les GSB.
- Les négociants traditionnels de meubles.
- Les véricistes (spécialisés dans le domaine du bureau).

Création et négoce de meubles

L'activité dite de "négoce" est exercée essentiellement par HAUTECOEUR SAS et ses filiales HAUTECOEUR Espagne et DGS basée à Hong-Kong. HAUTECOEUR conçoit et dessine des meubles dans son bureau d'étude intégré et les fait fabriquer, pour la plupart, en Asie. Le suivi de fabrication et la gestion qualité sont assurés par DGS. Ces meubles sont ensuite expédiés depuis l'Asie par voie maritime dans les entrepôts de HAUTECOEUR en Europe -France ou Espagne- ou envoyés directement à certains clients.

Cette activité de négoce recouvre aussi l'importation de différents objets décoratifs et de petits mobiliers depuis les pays d'Asie du sud-est. Les meubles et objets sont ensuite commercialisés par les commerciaux communs à HAUTECOEUR et ALSAPAN.

Détail par société du Groupe

EPI, EPI Vostok et SELFLOOR ont une activité de production et commercialisation de revêtements de sol stratifiés. SELFLOOR a repris les sites de production de ROYSOL en juillet 2007. EPI Vostok a connu un retard dans la mise en production industrielle de « finish foil », la production industrielle est maintenant lancée. FLOORIAN gérait un dépôt aux Etats-Unis. L'activité d'ALSAPAN est la production de meubles en kit. Pour HAUTECOEUR et ses filiales il s'agit de création et de négoce de meubles. Il n'existe pas de réelle saisonnalité sur tous ces produits, bien que dans la commercialisation des meubles, on note l'importance plus marquée du chiffre d'affaires réalisé au deuxième semestre, cela étant dû à un effet « rentrée des classes ».

GROUPE EPI

EPI

EPI fabrique et vend du revêtement de sol stratifié. EPI est le seul fabricant français. Ces produits se démarquent du parquet par leur coût, deux fois moindre, leur facilité de pose ne nécessitant pas de colle, leur adaptation au marché mondial et leur grande diversité de décors par pressage d'une couche de papier imprimé et mélaminé.

EPI met en œuvre 2 technologies : la mélamine et le finish foil. La technique de la mélamine est la plus ancienne. Celle du finish foil est réellement opérationnelle depuis l'exercice 2008.

FLOORIAN

FLOORIAN est une base avancée aux Etats-Unis qui disposait d'un stock de produits revêtements de sol pour la commercialisation et la distribution de ces produits. Ces stocks ont été vendus et FLOORIAN n'a plus d'activité depuis le 31.12.2008. L'activité aux Etats-Unis est reprise en direct par EPI.

EPI Vostok

EPI VOSTOK est entré en phase de production industrielle au cours du 1er semestre 2008. EPI Vostok produit un nouveau produit « finish foil » moins cher qui a été développé pour satisfaire aux besoins des marchés émergents et en produits d'entrée de gamme. EPI Vostok vend aussi des produits importés de l'usine EPI de Marlenheim.

SELFLOOR

SELFLOOR a repris à la barre du tribunal de commerce d'Auxerre les sites de production de ROYSOL et son fonds de commerce revêtement de sol en juillet 2007. Après une phase de transition qui n'a pas permis d'atteindre les objectifs, l'ensemble de la production des sites de Tonnerre et de Saint Florentin, dans l'Yonne, a été transféré vers le site de Marlenheim fin 2009. L'activité a été reprise par EPI.

ALSAPAN

Spécialiste de la production et commercialisation du meuble en kit, ALSAPAN est un acteur européen majeur de la fabrication de meubles à base de panneaux de particules mélaminés ou enrobés.

HAUTECOEUR et ses filiales HAUTECOEUR Espagne et DGS

HAUTECOEUR conçoit et négocie des meubles d'appoint importés principalement d'Asie.

Tableau synthétique des sociétés du groupe avec leur activité :

ENTREPRISES DU GROUPE	SIEGES	ACTIVITES
EPI	Marlenheim (67)	RDS
ALSAPAN	Dinsheim s/Bruche (67)	MEUBLES
EPI VOSTOK	Noginsk (proche Moscou Russie)	RDS
SELFLOOR	Marlenheim (67)	RDS
HAUTECOEUR PARIS	Dinsheim s/Bruche (67)	NEGOCE
FLOORIAN	Miramar (USA)	RDS
DGS	Hong – Kong	NEGOCE
HAUTECOEUR-PARIS ESPANA	Madrid (E)	NEGOCE
FINALAM	Luxembourg (L)	RDS
SCI LA CHAPELLE WENDELIN	Dinsheim s/Bruche (67)	Immobilier de placement
LOCOFI	Dinsheim s/Bruche (67)	Immobilier
SCI MERKEL	Dinsheim s/Bruche (67)	Immobilier

Voir notes annexes aux états financiers consolidés : chapitre III – Note 3

Principaux marchés

Description des marchés et de l'environnement concurrentiel

Le revêtement de sol (RDS)

Le marché est mondial.

Le revêtement mélaminé se différencie des autres revêtements de sol en ce qu'il est :

- moitié moins cher que le parquet en bois,
- plus décoratif, car il permet d'utiliser les décors de différents matériaux et de différentes couleurs,
- facile à poser,
- et plus hygiénique que la moquette.

Les marchés européens et nord-américains sont à la fois concernés par l'installation dans les bâtiments neufs et la rénovation. En Asie, le marché concerne presque exclusivement l'équipement de bâtiments neufs.

En valeur absolue (nombre de m² à poser) le volume du marché mondial retrouve la croissance en 2010 après 3 années de régression. En 2010, la croissance du marché mondial est de l'ordre de 11 %. Paradoxalement le marché Ouest Européen peine à la reprise en recul de 0,8% au premier semestre après une hausse de 5,6% en 2009 (source EPLF).

Le meuble en kit

Le marché du meuble en kit à base de panneaux mélaminés ou de finish foil connaît aussi une régression depuis fin 2008. La baisse du chiffre d'affaires du Groupe dans ce domaine est directement liée à la crise économique.

La concurrence

Si la concurrence est mondiale, elle demeure principalement concentrée en Europe. Les principaux acteurs présents sur le marché du revêtement de sol mélaminé, demeurent les mêmes depuis plusieurs années. Ceux dont la capacité de production théorique est significative sont listés dans le tableau ci-dessous :

<u>Concurrents</u>	<u>Pays</u>
Groupe Kronospan/Kaindl	Allemagne/Autriche / Angleterre
Pergo / Pfleiderer	Suède/Allemagne / USA
Kronotex	Allemagne / Suisse / Pologne
Egger	Autriche
Unilin	Belgique
Groupe Berry	Belgique
Akzenta/Classen Gruppe	Allemagne
Yildiz Sunta MDF	Turquie
Yildiz Entegre	Turquie

Source : EPLF.

Evènements ou situations susceptibles d'influencer les ventes

La fidélité et la qualité relationnelle et commerciale entretenues entre ALSAPAN et son principal client peut placer ALSAPAN dans une situation de dépendance au regard de la part de chiffre d'affaires réalisé avec celui-ci. Cette situation n'est cependant pas nouvelle.

Il en va de même avec EPI qui entretient aussi une relation fidèle et de qualité avec son principal client.

En tout état de cause, et compte tenu de la structure des marchés et des réseaux de vente, essentiellement tenus par les distributeurs, notamment en France, la perte des principaux clients de chaque entité du groupe pourrait avoir des conséquences préjudiciables.

L'avenir de EPI Vostok est lié au développement de ses ventes de produits « finish foil ». Il s'agit d'un procédé moins coûteux pour la fabrication de revêtements de sol stratifiés, dans lequel la couche décorée et d'usure n'est plus pressée à chaud mais simplement collée sur du panneau brut. La mise au point longue et difficile au niveau industriel a abouti. La capacité actuelle et quotidienne du site est de l'ordre de 6.000 m².

Dépendance du groupe EPI à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou nouveaux procédés de fabrication

EPI est titulaire d'une licence auprès de FLOORING INDUSTRIES Ltd, une société du groupe UNILIN BEHEER B.V. et ainsi bénéficie du droit de fabrication et commercialisation de produits de revêtements de sol utilisant les brevets et procédés d'assemblage dits "sans-collé". Cette prise de licence a mis un terme définitif à tous litiges entre EPI et UNILIN. Cette licence est non-exclusive, elle permet de fabriquer dans les usines de revêtements de sols du groupe EPI, y compris EPI Vostok et SELFLOOR qui a repris les sites de production de ROYSOL, et de vendre dans le monde entier les produits, et ce jusqu'à expiration des brevets licenciés. En contrepartie, EPI paye une redevance définie pour chaque m² vendu utilisant les brevets. La redevance est fixe pour tout marché et tout volume vendu sans plafond ni seuil. Elle peut représenter jusqu'à 5% du prix de vente EXW du produit. Les redevances sont payées trimestriellement après déclaration des m² vendus. La licence est renouvelable chaque année par tacite reconduction.

Le montant des redevances dues n'est pas communicable pour des raisons d'obligation de confidentialité vis à vis d'UNILIN et pour des raisons évidentes de secret des affaires et de concurrence.

EPI a déposé plusieurs brevets relatifs à des techniques et procédés de fabrication et d'assemblage de revêtements de sols. EPI dépose aussi ses marques sur les principaux marchés : Europe, Amérique du Nord. Les différentes entités du groupe fabriquent aussi certains produits sous marques distributeurs en exclusivité pour leurs clients. EPI possède aussi des savoir-faire et techniques non brevetables mais qui constituent une richesse pour l'entreprise. Ces savoir-faire sont protégés par le secret (clause de confidentialité avec les clients ou les salariés).

Dans ce contexte, le groupe ne nous semble pas dépendant à l'égard d'un brevet.

Historiquement le groupe EPI a toujours eu des clients qui représentent une part significative de son chiffre d'affaires. En fusionnant EUREMO et la partie meuble d'ALSAPAN, ce qui est devenu ALSAPAN, le groupe a, à la fois renforcé sa dépendance vis-à-vis du premier distributeur mondial de meubles en kit (les deux entités étaient des fournisseurs significatifs de ce client) mais a aussi créé une nouvelle relation avec ce client historique. Ce client a représenté 58% du chiffre d'affaires de la branche et 36% du chiffre d'affaires du groupe au premier semestre 2010.

Les performances reconnues en termes de services, ont permis d'hisser un des tous premiers distributeurs « DIY » nationaux (Do it yourself) au premier rang des clients d'EPI. Ce groupe entraîne EPI dans son sillage dans le cadre de ses implantations en Europe, facteur de croissance qui peut avoir une influence sensible sur l'activité. Ce client a représenté 58% du chiffre d'affaires de la branche et 23% du chiffre d'affaires du groupe au premier semestre 2010.

GROUPE EPI

ALSAPAN et son principal client, comme EPI et son principal client sont interdépendants et leurs relations s'inscrivent dans le cadre d'un véritable partenariat industriel. Sous réserve d'être performant en termes de délai, de prix, de qualité et de réactivité, ALSAPAN et EPI seront alimentés en commandes. L'impact de l'évolution des prix des matières premières fait l'objet de négociations permanentes. Les investissements ont été ou sont réalisés sur la base de prévisions d'activité. Il est important de noter que ces clients ont toujours respecté scrupuleusement leurs engagements depuis leur entrée en relation avec ALSAPAN (fin des années 1980) et EPI (fin des années 1990), que les principes de tarification s'appuient sur des volumes et que l'horizon des engagements est fonction des gammes de produits développées.

La fiabilité des systèmes de prévisions et la distribution des produits pour partie au niveau mondial sont des facteurs qui apportent une base solide pour organiser les approvisionnements, la production et optimiser les flux.

En plus les atouts géographiques et industriels du groupe demeurent importants. Les clients du groupe ont besoin d'être livrés à date, dans les quantités et la qualité prévues. Le niveau de dépendance est réciproque.

Soldes intermédiaires de EPI et des filiales

EPI SA:

Au titre du 1^{er} semestre 2010, la société EPI a réalisé un chiffre d'affaires de 34.219 K€ (contre 32.285 K€ au premier semestre 2009).

Ses résultats ont été les suivants :

- Résultat d'exploitation	2.722.153 €
- Résultat financier	1.463.905 €
- Résultat exceptionnel	- 12.966 €
- Résultat après impôts	2.570.636 €

Société ALSAPAN:

Au titre du 1^{er} semestre 2010, la société ALSAPAN a réalisé un chiffre d'affaires de 56.373 K€ (contre 61.612 K€ au premier semestre 2009).

- Résultat d'exploitation	3.077.945 €
---------------------------	-------------

Société SELFLOOR :

Au titre du 1^{er} semestre 2010, la société SELFLOOR SAS a réalisé un chiffre d'affaires de 785 K€ (contre 4.201 K€ au premier semestre 2009).

- Résultat d'exploitation	- 377.393 €
---------------------------	-------------

Société DGS :

Au titre du 1^{er} semestre 2010 cette société, de droit hongkongais, a réalisé un chiffre d'affaires de 1.319 K€ (contre 2.367 K€ au premier semestre 2009).

- Résultat d'exploitation	9.680 €
---------------------------	---------

(Les données comptables en \$ ont été converties en € au cours du 30/06/2010 pour les postes du bilan et au cours moyen pour le résultat).

Société FLOORIAN :

Au titre du 1^{er} semestre 2010 cette société, de droit américain, n'a pas réalisé de chiffre d'affaires. Celui-ci était de 0 K€ au premier semestre 2009.

- Résultat d'exploitation	- 1.579 €
---------------------------	-----------

GROUPE EPI

(Les données comptables en \$ ont été converties en € au cours du 30/06/2010 pour les postes du bilan et au cours moyen pour le résultat).

Société EPI VOSTOK :

Au titre du 1^{er} semestre 2010 cette société, de droit russe, a réalisé un chiffre d'affaires de 3.037 K€ (contre 1.392 K€ au premier semestre 2009).

- Résultat d'exploitation - 847.955 €

(Les données comptables en RUB ont été converties en € au cours du 30/06/2010 pour les postes du bilan et au cours moyen pour le résultat).

Société HAUTECOEUR :

Au titre du 1^{er} semestre 2010 cette société a réalisée un chiffre d'affaires de 2.762 K€ (contre 2.979 K€ au premier semestre 2009).

- Résultat d'exploitation - 60.229 €

Société FINALAM :

Les titres détenus par FINALAM sont totalement provisionnés. Cette société n'a aucune activité.

Société ALSAPAN FLOORING :

Cette société n'a eu aucune activité au titre du 1^{er} semestre 2010.

Aucune filiale ne détient d'actif économique stratégique, chacune maîtrise les techniques propres à son activité avec ses outils de production.

Rapport d'activité pour le premier semestre 2010

Le groupe EPI, est composé de trois activités :

- Fabrication et commercialisation de revêtement de sol stratifié (RDS)
- Fabrication et commercialisation de meuble en kit (Meuble)
- Création, édition et commercialisation de meubles produits en Asie (Négoce)

Description des facteurs clés extérieurs ayant une influence sensible sur l'activité

Pour la branche d'activité revêtement de sol, rappelons que la Russie est considérée comme un pays potentiellement très intéressant. L'implantation de notre filiale a pris un certain retard lié à l'environnement général. Néanmoins le marché russe est approvisionné depuis le début du second semestre 2008.

Le revêtement de sol stratifié est devenu un produit mature et les capacités de production mondiales sont nettement supérieures à la demande. De plus, la qualité et la valeur ajoutée qu'apportaient à leurs clients les industriels positionnés comme EPI (en tant qu'acheteurs de panneaux et fabricants de revêtement de sol stratifié) ont été récupérées par ces mêmes fournisseurs de matières premières qui ont à présent des unités de production de revêtement de sol. Ces derniers bénéficient en plus, d'une économie de frais de transports, du fait de la suppression d'un intermédiaire dans la chaîne de distribution. Ceci est d'autant plus important à ce jour que les coûts de transport n'ont pas diminué.

GROUPE EPI

Une voie existe néanmoins pour les producteurs dynamiques, créatifs en mesure d'apporter un niveau de service adapté ce qui fait la force et les atouts de EPI. L'activité industrielle et commerciale de SELFLOOR est intégrée dans l'outil de EPI à Marlenheim.

Résultats du groupe

Les résultats consolidés sont présentés selon le modèle IFRS et résumés dans le tableau suivant :

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Chiffre d'affaires	94.036	196.431	100.938
Résultat opérationnel courant	4.688	10.803	3.450
Résultat opérationnel	4.770	10.508	3.499
Coût de l'endettement financier net	-575	1.260	771
Résultat net consolidé	3.694	5.754	639
Part du groupe	3.694	5.754	639
Intérêts minoritaires	0	0	0
Résultat global	4.193	5.624	433

La ventilation par secteurs opérationnels est la suivante :

30/06/2010	RDS	Meubles	Négoce	Intercos	Total
Chiffre d'affaires	37.080	56.412	3.823	- 3.279	94.036
Résultat opérationnel courant	1.770	3.005	- 87	0	4.688
Résultat opérationnel	2.072	2.785	- 87	0	4.770
Résultat financier	1.357	- 361	112	0	1.108
Résultat consolidé	1.899	1.725	70	0	3.694
31/12/2009					
Chiffre d'affaires	75.653	115.371	9.273	- 3.866	196.431
Résultat opérationnel courant	4.294	6.609	- 100	0	10.803
Résultat opérationnel	4.175	6.436	- 103	0	10.508
Résultat financier	- 367	- 1.308	145	0	- 1.530
Résultat consolidé	2.175	3.467	112	0	5.754
30/06/2009					
Chiffre d'affaires	36.056	61.574	5.279	- 1.971	100.938
Résultat opérationnel courant	633	2.761	56	0	3.450
Résultat opérationnel	647	2.796	56	0	3.499
Résultat financier	- 580	- 571	106	0	- 1.045
Résultat consolidé	- 775	1.280	134	0	639

Commentaires sur l'activité globale du groupe au cours du semestre écoulé

La division revêtement de sol reprend quelques points de croissance dans un marché mieux orienté. Les divisions meubles et négoce continuent de subir une contraction de leurs différents marchés.

La restructuration industrielle et sociale déclenchée en 2009 continue à avoir un impact significatif sur les niveaux de performance et sera terminée pour le 31/12/2010.

Trésorerie et capitaux

Capitaux de l'émetteur

K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dettes financières à long terme	28.518	38.161	40.033
Dettes financières à court terme	39.121	35.034	30.889
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-8.789	- 8.957	- 6.770
Valeurs Mobilières de Placement classées en Autres Actifs Financiers selon IAS7	-57.930	- 56.251	- 45.138
Endettement financier net	920	7.987	19.014
Capitaux Propres	81.845	77.652	72.461
Endettement financier net / Capitaux Propres	0,01	0,10	0,26

Flux de trésorerie

K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Marge brute d'autofinancement	7.862	15.861	5.812
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	1.152	23.928	20.546
Flux de Trésorerie généré par l'activité	9.014	39.789	26.358
Flux de Trésorerie lié aux investissements	-3.653	- 60.746	- 47.238
Flux de Trésorerie lié aux opérations de financement	-5.556	6.120	3.846
Impact de la variation des taux de change	27	-36	- 26
Variation de trésorerie (nette des variations de taux de change)	-168	-14.873	-17.060

Ressources humaines

Voir notes annexes aux états financiers consolidés – chapitre III note 30.

Environnement

EPI respecte globalement les engagements prescrits à son établissement de Marlenheim.

Dépenses engagées au 1^{er} semestre 2010 : le programme prévu est respecté

Indemnités versées suite à une décision judiciaire : aucune indemnité n'a été versée au cours du premier semestre 2010, en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement.

3. Explication des opérations et évènements importants du semestre et de leur incidence sur la situation de l'émetteur et de ses filiales

Ce premier semestre 2010 a été marqué par le décès accidentel de Jean-Jacques STRUB, Président du Directoire, le 23 avril dernier.

Il a été remplacé dans ses fonctions par Gérard VOIRIN qui était Directeur Général de EPI depuis de nombreuses années. M Gérard VOIRIN est devenu Président du Directoire et a nommé M Antonio CLEMENTE Directeur Général de EPI.

Aucune opération ou évènement important du semestre et de leur incidence n'est à souligner en plus de ceux déjà connus.

Les activités Meubles et Négoce sont en retrait par rapport à l'année 2009 et reflète le recul historique des ventes de bricolage et d'ameublement en Europe depuis 2009. Malgré cette contraction des marchés le groupe affiche des résultats d'exploitation positifs.

L'intégration depuis le 1^{er} janvier 2010 de la production de SELFLOOR dans l'usine de Marlenheim a pour objectif de mettre en harmonie le volume en homme et le chiffre d'affaires espéré de la branche et un renforcement des résultats.

Il est patent que la situation économique mondiale impacte encore sur les débouchés commerciaux du groupe EPI. Après la restructuration industrielle menée en 2009, toutes les sociétés du Groupe travaillent donc en mode dégradé mais bénéficient d'outils industriels optimums afin d'être prêtes à saisir les opportunités qu'offriront la reprise.

4. Description des principaux risques

Voir notes en annexe aux états financiers consolidés – chapitre III note 35.

5. Evolution prévisible

Etat actuel du marché

Le marché du revêtement de sol est toujours atone au niveau européen mais en croissance au niveau mondial. Le marché du meuble reste aux niveaux constatés depuis plusieurs mois et les opérations « Rentrée des classes » sont quasiment inexistantes cette année. La stratégie du groupe a anticipé ces évolutions.

Tendances du marché pour les six prochains mois

La tendance principale pouvant influencer est la reprise de la hausse des cours des matières premières tant pour le revêtement de sol que pour les meubles en kit.

Le marché du revêtement de sol est un marché mature qui est contrôlé par les fabricants de panneaux. EPI doit lutter sur toutes les niches et trouve à travers le choix de ses décors des facteurs différenciant. La Russie est le seul marché qui devrait continuer de croître au moins en volume et les chaînes de distribution européennes implantées localement réservent un accueil intéressant à l'offre EPI.

Les marchés du meuble en kit et du négoce ont très certainement connu leur point bas. Toutes les gammes et produits offerts par le groupe sont concernés par le ralentissement mondial. Le principal client de l'entreprise a lui aussi été impacté par une diminution de la consommation des ménages au moins au niveau européen.

Les dispositions prises dès 2009 (actions volontaristes sur tous les coûts, P.S.E, différentes restructurations ou fermeture de site, etc...) doivent permettre au groupe d'avoir les moyens de faire face à la crise actuelle.

6. Principales transactions entre parties liées

Cf. Chapitre III Comptes complets du semestre note n°33

III. Comptes complets du semestre écoulé présentés sous forme consolidée IFRS

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

ACTIFS	K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009	Réf. Note
ACTIFS NON COURANTS					
Goodwill		4.519	4.519	4.519	Note 4 & 8
Immobilisations incorporelles		2.460	2.631	2.615	Note 4 & 8
Immobilisations corporelles		52.014	54.715	56.645	Note 5, 6 & 8
Immeubles de placement		235	235	235	Note 7
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		0	0	0	
Autres actifs financiers		58.306	56.576	45.484	Note 9
Impôts différés		233	225	246	Note 10
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		117.767	118.901	109.744	
ACTIFS COURANTS					
Stocks		27.618	22.275	30.720	Note 11
Clients		36.454	40.026	41.618	Note 12 & 23
Autres débiteurs		5.933	5.826	6.147	Note 13
Trésorerie & Equivalents trésorerie		8.789	8.957	6.770	Note 14
Actifs destinés à être cédés		849	0	0	
TOTAL ACTIFS COURANTS		79.643	77.084	85.255	
TOTAL DES ACTIFS		197.410	195.985	194.999	
CAPITAUX PROPRES					
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère		78.151	71.898	71.822	Note 15
Résultat de l'exercice		3.694	5.754	639	
Intérêts minoritaires		0	0	0	
TOTAL CAPITAUX PROPRES		81.845	77.652	72.461	
PASSIFS NON COURANTS					
Emprunts portant intérêts		28.518	38.161	40.033	Note 16
Provision pour pensions & avantages assimilés		1.764	1.412	1.253	Note 17
Autres provisions		2.094	2.094	1.894	Note 18
Impôts différés		6.434	6.524	6.190	Note 19
Autres dettes		0	0	0	
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		38.810	48.191	49.370	
PASSIFS COURANTS					
Fournisseurs		10.797	8.585	11.994	Note 23
Part à court terme des emprunts portant intérêts		39.121	35.034	30.889	Note 16
Passif d'impôt exigible		1.811	1.249	1.116	
Autres créditeurs		20.680	20.227	23.331	Note 20
Autres provisions		4.346	5.047	5.838	Note 21
Autres passifs financiers		0	0	0	
Passifs destinés à être cédés		0	0	0	
TOTAL PASSIFS COURANTS		76.755	70.142	73.168	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		197.410	195.985	194.999	

Les données ci-dessus intègrent les corrections apportées aux IFC décrites Note 17 du rapport annuel 2009

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

K€	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009		Réf. Note
Chiffre d'affaires	94.036		196.431		100.938		
Autres produits de l'activité	796		845		123		
Total produits	94.832	100,00%	197.276	100,00%	101.061	100,00%	
Achats consommés	58.450		105.874		57.400		
Charges du personnel	14.751		30.554		16.735		Note 30
Charges externes	15.374		29.468		14.311		
Impôts et taxes	1.360		3.305		1.675		
Dotations aux amortissements	4.049		8.035		4.062		Note 25
Dotations aux provisions	- 834		1.069		1.343		Note 25
Variation de stocks produits finis & en cours de production	- 3.555		6.236		1.103		
Autres charges d'exploitation	549		1.932		982		
Résultat opérationnel courant	4.688	4,94%	10.803	5,48%	3.450	3,41%	
Autres produits opérationnels	936		0		49		Note 26
Autres charges opérationnelles	854		295		0		Note 26
Résultat opérationnel	4.770	5,03%	10.508	5,33%	3.499	3,46%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1.694		1.344		451		Note 27
Coût de l'endettement financier brut	1.119		2.604		1.222		Note 27
Coût de l'endettement financier net	- 575	- 0,61%	1.260	0,64%	771	0,76%	
Autres produits financiers	696		985		642		Note 28
Autres charges financières	163		1.255		916		Note 28
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0		0		0		
Charge d'impôts	2.184		3.224		1.815		Note 29
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	3.694	3,90%	5.754	2,92%	639	0,63%	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0		0		0		
Résultat net consolidé	3.694	3,90%	5.754	2,92%	639	0,63%	
Autres éléments du résultat global							
Impôts différés	0				- 61		
Ecarts de conversion	- 148		26		65		Note 2.2
Ecarts de change sur investissement net en Russie	647		- 156		- 210		Note 2.3.7
Charge d'impôt sur les autres éléments du résultat global	0		0		0		
Total des autres éléments du résultat global	499		- 130		- 206		
Résultat global	4.193	4,42%	5.624	2,85%	433	0,43%	
Résultat net consolidé attribuable :	3.694		5.754		639		
Aux propriétaires de la société mère	3.694		5.754		639		
Aux intérêts minoritaires	0		0		0		
Résultat de base par action €	1,14		1,77		0,20		Note 24
Résultat dilué par action €	0,73		1,13		0,13		Note 24

Résultat global attribuable :	4.193	5.624	433	
Aux propriétaires de la société mère	4.193	5.624	433	
Aux intérêts minoritaires	0	0	0	

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

K€	Renvoi	Capital	Primes	Réserves et résultats groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part de groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres IFRS au 31/12/2008		6.499	12.530	53.518	-519	72.028	0	72.028
Résultat net consolidé	1			639		639	0	639
Impôts différés				-61		-61	0	-61
Ecarts de conversion	Note 2.2				65	65	0	65
Ecarts de change sur investissement net en Russie	Note 2.3.7				-210	-210	0	-210
Sous total des autres éléments du résultat global	2			-61	-145	-206	0	-206
Résultat global	1+2			578	-145	433	0	433
Variation de périmètre				0		0	0	0
Dividendes				0		0	0	0
Transfert provision pour perte intercalaire			-450	450		0	0	0
Capitaux propres IFRS au 30/06/2009		6.499	12.080	54.546	-664	72.461	0	72.461

Capitaux propres IFRS au 31/12/2008		6.499	12.530	53.518	-519	72.028	0	72.028
Résultat net consolidé	1			5.754		5.754	0	5.754
Ecarts de conversion	Note 2.2				26	26	0	26
Ecarts de change sur investissement net en Russie	Note 2.3.7				-156	-156	0	-156
Sous total des autres éléments du résultat global	2				-130	-130	0	-130
Résultat global	1+2			5.574	-130	5.624	0	5.624
Variation de périmètre				0		0	0	0
Dividendes				0		0	0	0
Transfert provision pour perte intercalaire			-450	450		0	0	0
Capitaux propres IFRS au 31/12/2009		6.499	12.080	59.722	-649	77.652	0	77.652
Résultat net consolidé	1			3.694		3.694	0	3.694
Ecarts de conversion	Note 2.2				-148	-148	0	-148
Ecarts de change sur investissement net en Russie	Note 2.3.7				647	647	0	647
Sous total des autres éléments du résultat global	2				499	499	0	499
Résultat global	1+2			3.694	499	4.193	0	4.193
Variation de périmètre				0		0	0	0
Dividendes				0		0	0	0
Capitaux propres IFRS au 30/06/2010		6.499	12.080	63.416	-150	81.845	0	81.845

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>			
Résultat net des sociétés intégrées	3.694	5.754	639
Amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs circulants)	3.700	8.746	5.110
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	468	1.361	63
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	7.862	15.861	5.812
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
Stocks (Note 11)	- 5.518	9.700	1.255
Créances clients (Notes 12 & 20)	3.204	11.927	10.031
Fournisseurs et comptes rattachés	2.749	- 2.656	570
Impôt sur le résultat payé	- 2.531	1.446	(*)
Autres variations du BFR	3.248	3.511	8.690
Impact du changement de périmètre sur la variation du BFR	0	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	9.014	39.789	26.358
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>			
Acquisition d'immobilisations corporelles (Notes 4 & 5)	- 2.830	- 5.368	- 2.898
Produit de cession d'immobilisations corporelles	906	67	0
Acquisition d'immobilisations financières (Note 9)	- 1.737	- 56.113	- 44.340
Cession d'immobilisations financières (Note 9)	8	668	0
Acquisition d'instruments de capitaux	0	0	0
Impact du changement de périmètre sur la variation des opérations d'investissement	0	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 3.653	- 60.746	- 47.238
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>			
Remboursements d'emprunts et dettes financières diverses (Note 16)	- 9.333	- 11.968	- 10.108
Variation des lignes de crédit (Note 16)	3.777	18.088	13.954
Dividendes versés aux actionnaires	0	0	0
Impact du changement de périmètre sur la variation des opérations de financement	0	0	0
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 5.556	6.120	3.846
Variation de trésorerie	- 195	-14.837	- 17.034
Impact des variations des taux de change	27	- 36	- 26
Trésorerie active à l'ouverture (Note 14)	8.957	23.830	23.830
Impact du changement de périmètre sur la variation de trésorerie	0	0	0
Trésorerie active à la clôture (Note 14)	8.789	8.957	6.770

(*) Montant compris dans 'autres variations du BFR'

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers du Groupe Epi sont préparés en application des normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Note 1	–	Généralités	page	18
Note 2	–	Référentiel comptable	page	18
Note 3	–	Périmètre de consolidation	page	21
Note 4	–	Immobilisations incorporelles	page	23
Note 5	–	Immobilisations corporelles	page	24
Note 6	–	Contrats de location financement	page	25
Note 7	–	Immeuble de placement	page	25
Note 8	–	Tests de valeur des actifs	page	26
Note 9	–	Autres actifs financiers	page	28
Note 10	–	Actifs d'impôts différés	page	28
Note 11	–	Stocks	page	29
Note 12	–	Créances Clients	page	29
Note 13	–	Autres débiteurs	page	29
Note 14	–	Trésorerie et équivalents de trésorerie	page	29
Note 15	–	Capitaux propres	page	30
Note 16	–	Emprunts	page	33
Note 17	–	Provisions pour pensions et avantages assimilés	page	34
Note 18	–	Autres provisions non courantes	page	35
Note 19	–	Passifs d'impôts différés	page	35
Note 20	–	Autres créditeurs	page	35
Note 21	–	Autres provisions courantes	page	35
Note 22	–	Créances & dettes libellées en devises étrangères	page	36
Note 23	–	Actifs et passifs financiers impayés	page	36
Note 24	–	Résultat par action	page	36
Note 25	–	Dotations aux amortissements & provisions	page	37
Note 26	–	Autres produits et charges opérationnels	page	37
Note 27	–	Coût de l'endettement financier net	page	37
Note 28	–	Autres produits et charges financiers	page	38
Note 29	–	Charges d'impôt	page	38
Note 30	–	Informations sociales	page	39
Note 31	–	Instruments financiers et produits dérivés	page	40
Note 32	–	Engagements hors bilan	page	40
Note 33	–	Transactions avec les parties liées	page	42
Note 34	–	Secteurs opérationnels	page	43
Note 35	–	Analyse des risques	page	49
Note 36	–	Ventilation des instruments financiers	page	55
Note 37	–	Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.	page	56

Note 1 – Généralités & déclaration de conformité

Epi SA a été créée le 19 mars 1993. Elle a la forme de société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance. Son siège social est situé 1, rue de l'Europe, 67521 Marlenheim Cedex.

Le Groupe EPI produit et commercialise des revêtements de sol mélaminés (RDS) et des pièces ou des meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés.

Les états financiers consolidés annuels au 30 juin 2010 établis en milliers d'euros reflètent la situation comptable d'Epi SA et de ses filiales. Ils ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne, et ont été arrêtés par le Directoire le 23/08/2010.

Note 2 – Référentiel comptable

Pour la première application des IFRS, les options suivantes ont été retenues conformément à la norme IFRS 1 :

EXEMPTIONS	Appliquée	Non appliquée	N.A.
Regroupement d'entreprise	OUI		
Juste valeur utilisée comme coût présumé			X
Avantage au personnel			X
Ecart cumulés de change	OUI		
Instruments financiers composés			X
Décalages dans l'application des IFRS entre sociétés du Groupe			X
Classification des instruments financiers	OUI		
Paiement en actions			X
Contrats d'assurance			X
Coûts de démantèlement			X

Il est à noter qu'il n'y a pas d'éléments qui s'opposent au principe de continuité de l'exploitation, en cette période de crise à la fois financière et économique.

2.1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers sont présentés en K€ sauf indications contraires. Ils sont préparés sur la base du coût historique ou à la juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

2.2. Principes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des filiales, SELFLOOR, FINALAM, ALSAPAN, HAUTECOEUR, HAUTECOEUR Paris Espana, DGS, EPI VOSTOK, FLOORIAN, LOCOFI et les SCI LA CHAPELLE WENDELIN et MERKEL.

Les comptes d'actifs et passifs des sociétés étrangères DGS et FLOORIAN, dont les comptabilités sont tenues en US\$, ont été convertis selon la méthode du cours de clôture, soit 1,2271 au 30/06/2010. Pour la société EPI VOSTOK qui est tenue en RUB, le cours de clôture au 30/06/2010 est de 38,2820.

Dans le respect d'IAS21.40, les comptes de résultat de DGS et FLOORIAN ont été convertis selon un cours moyen de 1,31513 et celui d'EPI VOSTOK à un cours de 39,65342. Les cours de change n'ont pas trop varié et la variation

est non significative au regard de l'ensemble des comptes du Groupe. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées de même que les résultats internes au Groupe (plus values, dividendes etc ...).

Les Goodwill sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et l'évaluation totale des actifs, des passifs identifiés, et des passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition.

Conformément à l'IFRS3, ils ne sont plus amortis depuis le 01/01/2004.

2.3. Méthodes et règles d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts dans l'hypothèse du principe de continuité d'exploitation.

Les comptes annuels des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenus pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

L'établissement des comptes consolidés implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif. Ces estimations sont établies, sur la base d'une continuité d'exploitation, en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou si de nouvelles informations venaient modifier ou compléter celles-ci. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations effectuées par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent sur :

- Les hypothèses retenues pour l'évaluation de certaines provisions : Provisions pour litiges (cf. Notes 18 & 21), et départ en retraite (cf. Note 17).
- L'appréciation des durées d'utilisation de certaines immobilisations corporelles (cf. Note 5).
- Les hypothèses et estimations utilisées pour la mise en œuvre des tests de dépréciation annuels sur les goodwill et autres actifs incorporels (cf. Note 8).
- L'estimation de la juste valeur des contrats d'échange de taux (cf. Note 31).

La nature et le montant de ces estimations sont présentés dans les notes détaillées des rubriques comptables correspondantes.

2.3.1 Retraitement des contrats de location-financement

Les biens immobiliers et mobiliers dont le Groupe supporte les risques et bénéficie des avantages par contrat de crédit-bail ou location financière sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par un organisme de crédit-bail ou de location financière en contrepartie d'un « emprunt » inscrit au passif. Ces immobilisations sont amorties selon leur durée réelle d'utilisation. Les annuités de crédit-bail ou location financière sont éliminées et remplacées :

- par une dotation normale aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées.
- par une charge financière relative à l'emprunt issu du retraitement des opérations de crédit-bail et de location financière.

2.3.2 Actifs immobilisés

Conformément à la norme IAS16, "Immobilisations corporelles" et à la norme IAS38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS36, "Dépréciation d'actifs", lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est définie, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur

(diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Se reporter à la Note 8 'tests de valeur des actifs'.

Pour les goodwill dont la durée de vie n'est pas définie, le même test de dépréciation est réalisé chaque année. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée) ; pour les goodwill, la dépréciation constatée est irréversible.

La valeur des goodwill déterminée en normes françaises n'a pas été modifiée en IFRS s'agissant exclusivement de goodwill apparus à l'occasion d'opérations antérieures à la date de transition. En effet, conformément à l'exemption prévue par IFRS1 sur la norme IFRS3 relative au retraitement rétrospectif des regroupements d'entreprises, les valeurs attribuées en principes français aux actifs et passifs des sociétés acquises n'ont pas été remises en cause.

Les immobilisations représentatives de fonds de commerce en normes françaises ne répondant plus à la définition d'une immobilisation incorporelle, sont maintenant assimilées aux goodwill. Les normes IFRS imposent de ne plus amortir les goodwill. Avant le 1er janvier 2004, ils étaient amortis linéairement sur une durée de 5 ou 10 ans selon les segments.

Comme indiqué ci-dessus, des tests de dépréciation sont mis en place, conformément à IAS36, au minimum une fois par an (généralement en fin d'année) au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté lors de l'acquisition.

La méthodologie est explicitée dans la Note 8 'tests de valeur des actifs'.

Pour les autres immobilisations incorporelles et corporelles, se reporter aux Notes 4 et 5.

2.3.3. Impôts différés

L'impôt différé est comptabilisé en résultat sur les bases des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont évalués au taux d'imposition dont l'application est attendue. En outre, le montant de cet impôt est, le cas échéant, influencé par la variation de la créance ou de la dette que provoque le changement du taux d'impôt sur les sociétés d'une année sur l'autre (méthode du report variable).

2.3.4. Nouvelles normes et interprétations

- Les normes et interprétations obligatoires au 01/01/2010 dont l'application est sans effets dans les comptes du Groupe sont : Amendement IFRS2 – Transactions intra-groupe ; IFRS3R/IAS27R - Regroupement d'entreprises ; Amendement IAS39 – Eléments éligibles à la couverture ; IFRIC12 - Concessions de services ; IFRIC15 - Contrats de constructions ; IFRIC16 - Couverture d'investissement net à l'étranger ; IFRIC17 - Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires ; IFRIC18 - Transfert d'actifs provenant de clients.

- Enfin, les normes et interprétations dont l'application est possible mais pas obligatoire, ne sont pas appliquées par le Groupe. Au 30/06/2010, ce sont : Amendement IAS32 - Instruments financiers remboursables au gré du porteur ; Amendements IFRIC14 – Paiement d'avance dans le cadre d'une exigence de financement minimal ; IFRIC19 – Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

2.3.5. Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptable n'est intervenu en 2009 et 2010, à l'exception de l'application des nouvelles normes.

2.3.6. Investissement net à long terme en Russie

La maison mère du Groupe a financé sous forme de prêts à long terme en \$ et en €, l'implantation de sa filiale détenue à 100% en Russie. Dans la mesure où le remboursement de la dette n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, l'IAS21.15 relative aux effets des variations des cours des monnaies étrangères est applicable.

Nous avons ainsi retraité dans les autres éléments du résultat global la part des écarts de changes afférant à l'investissement à long terme, soit 210 K€ au 30/06/2009, 156 K€ au 31/12/2009 et - 647 K€ au premier semestre 2010.

2.3.7. C.E.T.

La taxe professionnelle est remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui se décompose en :

- Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières.
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le Groupe a conclu que ce changement fiscal consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. En effet la CET est calculée sur des bases qui ne répondent pas à la définition d'un résultat imposable au sens de l'IAS12. Ainsi, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions sont donc classées en charges opérationnelles, comme l'était la taxe professionnelle.

Note 3 - Périmètre de consolidation

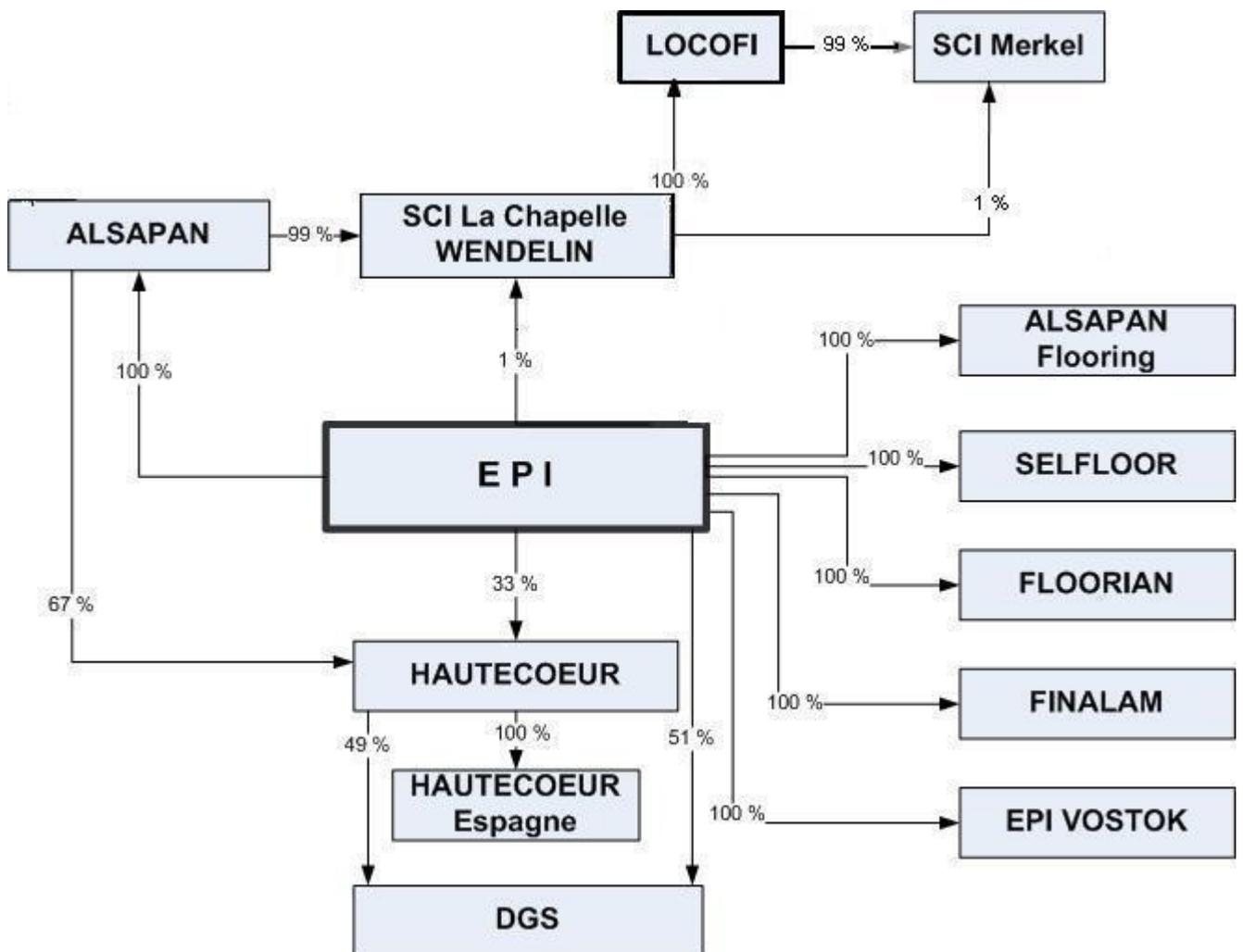
Les filiales et participations placées sous le contrôle direct ou indirect de la société mère ou sur lesquelles cette dernière exerce une influence notable sont retenues dans le périmètre de consolidation.

Il n'y a pas eu de variations de périmètre au premier semestre 2010. Fin 2009, La SCI La Chapelle Wendelin avait racheté à des tiers au Groupe, l'intégralité des parts de la SARL LOCOFI ainsi que 1% des parts de sa filiale la SCI Merkel.

Le tableau ci-dessous retrace les informations sur le périmètre de consolidation et les méthodes d'intégration :

Entreprise détenue	Siège	N° SIREN	Intérêt groupe	Contrôle (%)	Méthode de Consolidation
EPI	Marlenheim (67)	390 625 382	100,00 %	100,00 %	IG
ALSAPAN	Dinsheim s/Bruche (67)	392 213 146	100,00 %	100,00 %	IG
FINALAM	Luxembourg (L)		99,90 %	100,00 %	IG
SELFLOOR	Marlenheim (67)	443 600 754	100,00 %	100,00 %	IG
HAUTECOEUR	Dinsheim s/Bruche (67)	321 438 541	100,00 %	100,00 %	IG
DGS	Hong - Kong		100,00 %	100,00 %	IG
FLOORIAN	Miramar (USA)		100,00 %	100,00 %	IG
HAUTECOEUR Paris-Espana	Madrid (E)		100,00 %	100,00 %	IG
LOCOFI	Dinsheim s/Bruche (67)	479 851 388	100,00 %	100,00 %	IG
EPI VOSTOK	Noginsk (Russie)		100,00 %	100,00 %	IG
SCI LA CHAPELLE	Dinsheim s/Bruche (67)	491 975 918	100,00 %	100,00 %	IG
WENDELIN					
SCI MERKEL	Dinsheim s/Bruche(67)	378 743 140	100,00 %	100,00 %	IG

3.1. Organigramme du Groupe



Note 4 - Immobilisations incorporelles

4.1. Goodwill

Au 30/06/2010, le montant net figurant à l'actif du bilan s'élève à 4.519 K€

	30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
ALSAPAN (1)	133	0	133	133	0	133	133	0	133
HAUTECOEUR	1.727	0	1.727	1.727	0	1.727	1.727	0	1.727
ALSAPAN (2)	2.571	0	2.571	2.571	0	2.571	2.571	0	2.571
SCI MERKEL	88	0	88	88	0	88	88	0	88
TOTAL	4.519	0	4.519	4.519	0	4.519	4.519	0	4.519

(1) : Suite à la fusion au cours de l'exercice 2007 entre Ozoo et Alsapan Furniture la nouvelle entité se nomme Alsapan.

(2) : Suite à la fusion en 2005 entre Alsapan et EPI.

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2009. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2009. En l'absence d'indices de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire d'effectuer de nouveau test au 30/06/2010.

4.2. Autres immobilisations incorporelles

Elles sont principalement composées de logiciels qui sont amortis selon leur durée d'utilité estimée à 10 ans, de brevets dont la durée d'utilité est de 5 ans et de droits de marques non amortissables à partir de 2005.

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2009. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2009. En l'absence d'indices de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire d'effectuer de nouveau test au 30/06/2010.

	30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net
Concessions, brevets, licences	3.942	1.816	2.126	3.940	1.643	2.297	3.755	1.474	2.281
Autres	441	107	334	441	107	334	441	107	334
TOTAL	4.383	1.923	2.460	4.381	1.750	2.631	4.196	1.581	2.615

Les mouvements du premier semestre sont les suivants :

	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions
Concessions, brevets, licences	7	5	510	13	312	0
Autres	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7	5	510	13	312	0

Note 5 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition, augmenté de frais accessoires pour un montant de 96.427 K€. Conformément à la réglementation comptable, les escomptes sont déduits directement de la valeur brute des immobilisations.

Les amortissements figurent au bilan pour un montant de 44.413 K€. Ils sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité des biens.

POSTES	DUREE	MODE
Agencement terrains	25 ans	Linéaire
Constructions	10 à 45 ans	Linéaire
A.A.I des constructions	10 à 30 ans	Linéaire
Agencement aménagement divers	10 à 15 ans	Linéaire
Installations techniques	10 à 20ans	Linéaire
Matériel de transport	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 à 15 ans	Linéaire
Mobilier	15 ans	Linéaire

Des tests de valeur ont été effectués au 31/12/2009. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation au 31/12/2009. En l'absence d'indices de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire d'effectuer de nouveau test au 30/06/2010.

	30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net
Terrains	3.687	335	3.352	3.737	318	3.419	3.280	303	2.977
Constructions	33.536	12.583	20.953	34.083	11.786	22.297	34.238	10.953	23.285
Installations techniques	54.500	30.119	24.381	56.615	30.880	25.735	55.413	28.714	26.699
Autres	3.134	1.376	1.758	3.062	1.269	1.793	2.822	1.498	1.324
En cours	1.570	0	1.570	1.471	0	1.471	2.360	0	2.360
TOTAL	96.427	44.413	52.014	98.968	44.253	54.715	98.113	41.468	56.645

Les mouvements sur le premier semestre sont les suivants :

	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions	Augmentations	Diminutions
Terrains	0	50	457	0	0	0
Constructions	255	802	0	275	0	120
Installations techniques	2.369	4.484	4.265	810	2.451	198
Autres	91	19	1.306	465	601	0
En cours	890	791	1.049	2.150	0	212
TOTAL	3.605	6.146	7.077	3.700	3.052	530

L'augmentation de la valeur brute est principalement due aux mises en service de matériels industriels chez Alsapan pour 1.110 K€ et chez EPI Vostok pour 700 K€ ainsi qu'à l'effet de change du Rouble pour 625 K€.

Les causes principales de diminution, sont des cessions et mises au rebut chez ALSAPAN à Dinsheim pour 2.247 K€ et Erstein pour 1.822 K€, chez SELFLOOR pour 300 K€, ainsi que le transfert des immobilisations SELFLOOR destinées à être cédées pour 964 K€.

Note 6 - Contrats de location financement

Conformément à l'IAS17, les montants des biens inscrits dans les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement se décompose comme suit :

	30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net
Terrains & constructions	19.767	6.853	12.914	19.767	6.332	13.435	19.767	5.801	13.966
Installations techniques	15.032	10.287	4.745	15.032	9.467	5.565	15.032	8.617	6.415
TOTAL	34.799	17.140	17.659	34.799	15.799	19.000	34.799	14.418	20.381

Le total des loyers restant dus, leur valeur actualisée ainsi que leur échéancier se décomposent comme suit :

Total loyers	Au 30/06/2010		Au 31/12/2009		Au 30/06/2009	
	Loyers dus	Loyers Actualisés	Loyers dus	Loyers Actualisés	Loyers dus	Loyers Actualisés
Terrains & constructions	9.639	8.668	10.563	9.366	11.489	10.056
Installations techniques	4.562	4.199	5.081	4.616	5.601	5.028
TOTAL	14.201	12.867	15.644	13.982	17.090	15.084

Echéancier loyers dus	Loyers dus au 30/06/2010			Loyers dus au 31/12/2009			Loyers dus au 30/06/2009		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains & constructions	1.804	6.161	1.674	1.849	6.279	2.435	1.846	6.447	3.196
Installations techniques	1.040	3.198	324	1.040	3.394	647	1.040	3.544	1.017
TOTAL	2.844	9.359	1.998	2.889	9.673	3.082	2.886	9.991	4.213

Echéancier loyers Actualisés	Loyers actualisés au 30/06/2010			Loyers actualisés au 31/12/2009			Loyers actualisés au 30/06/2009		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains & constructions	1.765	5.536	1.367	1.807	5.607	1.952	1.804	5.731	2.521
Installations techniques	1.025	2.904	270	1.024	3.063	529	1.024	3.186	818
TOTAL	2.790	8.440	1.637	2.831	8.670	2.481	2.828	8.917	3.339

Le taux d'actualisation des loyers est de 3,59%, (TMO, taux moyen des obligations au 30/06/2010).

Note 7 – Immeuble de placement

La SCI La Chapelle Wendelin a acquis une maison d'habitation pour un montant de 235 K€. Sa vocation est de louer cet immeuble à un tiers. Conformément à l'IAS40, ce bien, classé en immeuble de placement, n'est pas amorti, et est évalué à la juste valeur par résultat.

Note 8 – Tests de valeur des actifs

8.1 Goodwill

Lors de l'acquisition de titres de sociétés, le coût d'acquisition des titres est affecté aux actifs, aux passifs acquis et aux passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, évalués à leur juste valeur. L'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs, et des passifs éventuels identifiables représente le goodwill. Il est inscrit à l'actif du bilan consolidé. Si cet écart est négatif, il est inscrit immédiatement en résultat.

Les goodwill sont comptabilisés à leur coût initial diminué, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur, conformément à IFRS3 et IAS36, « Dépréciation d'actifs ».

Les goodwill ne sont pas amortis, ils font l'objet de tests de dépréciation réalisés annuellement ou dès lors que des événements ou des circonstances indiquent qu'ils ont pu se déprécier de manière durable.

8.2 Suivi de la valeur des immobilisations

La valeur d'utilité est déterminée selon la méthode des flux financiers futurs attendus et actualisés de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ou du regroupement d'UGT à laquelle se rattache l'immobilisation testée. Les flux de trésorerie prévisionnels sont fondés sur des prévisions d'exploitation raisonnablement envisageables. Ils sont estimés dans le cadre de la continuité de l'activité. Le Business Plan est établi et entériné par le directoire sur une période de cinq ans. La valeur terminale est basée sur l'extrapolation d'un exercice normatif. Le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital tenant compte d'un flux financier après impôt. Le taux d'actualisation de la valeur terminale tient également compte du taux de croissance normatif de l'UGT, qui est compris entre 2% et 5%: 2% pour EPI, 3% pour ALSAPAN et EPI VOSTOK, 5% pour HAUTECOEUR.

Pour le coût du capital, le taux sans risque est de 3,59% (TEC10), le coefficient Béta de 1,14 (selon l'expert en évaluation) et le risque marché de 14% (selon l'expert en évaluation). Le coût du capital ressort à 15,46%. Pour le coût de la dette, le taux brut est de 5% soit 3,33% après impôts. La structure de financement retenue dans le modèle de l'expert en évaluation est de 60% capitaux propres et 40% endettement. Cette hypothèse n'est pas liée à la structure financière réelle de Groupe. Le WACC ressort à 10,58%. Il est retenu pour l'ensemble des UGT sauf EPI VOSTOK pour laquelle, le risque à long terme est jugé plus élevé compte tenu d'une incertitude plus grande quant à l'évolution du marché. Une prime de risque de 5 points a été ajoutée au taux d'actualisation d'EPI VOSTOK, Le WACC ressort à 15,58%. Pour les autres UGT, les marchés étant matures et relativement stables, il n'y a pas à prendre en compte de majoration du taux d'actualisation pour le calcul de la valeur terminale, partant du principe que le risque lié à la conjoncture économique est déjà pris en compte dans les taux retenus.

La valeur de marché des actifs immobiliers et matériels industriels, a été déterminée par un expert qui a effectué ses évaluations en se rendant sur les sites au cours du quatrième trimestre 2008. L'évaluation a été faite selon la méthode du 'CRNA' : coût de remplacement net d'amortissements. En l'absence d'indices de perte de valeur, ces valeurs ont été reconduites en 2010

Les UGT correspondent à des regroupements d'actifs générant des flux de trésorerie indépendant des flux générés par les autres UGT. Les UGT définies dans le Groupe sont les suivantes:

- Pour le revêtement de sol :
 - Le sous-ensemble EPI/FLOORIAN/LOCOFI et SCI MERKEL
 - SELFLOOR
 - EPI VOSTOK
- Pour l'activité « meubles » :
 - ALSAPAN tous sites confondus
- Pour l'activité négoce :
 - Le sous-ensemble comprenant les sociétés HAUTECOEUR, HAUTECOEUR Espagne et DGS.

GROUPE EPI

Conformément à l'IAS36, les tests de valeurs sont effectués au minimum une fois par an ou lorsque l'on détecte un indice de perte de valeur. Le seul indice détecté est la lenteur du démarrage de l'activité commerciale d'EPI Vostok ce qui avait conduit le Directoire à revoir son business plan. Compte tenu de l'effet de change et des amortissements pratiqués, la valeur nette des actifs d'EPI Vostok est de 4.125 K€ au 31/12/2009. La juste valeur nette de frais de cession selon expert est de 4.220 K€ et la valeur d'utilité révisée ressort à 11.866 K€. En conséquence il n'y a pas lieu de constater de dépréciation.

Les tests de dépréciation effectués au titre de l'exercice 2009 ont abouti à la conclusion qu'aucun des actifs incorporels ou corporels affectés à l'une des UGT définies ci-dessus ne nécessitait la constatation d'une dépréciation. L'analyse de sensibilité montre par ailleurs que l'augmentation d'un point du WACC a un impact négatif sur la valeur d'utilité de 19.446 K€.

Les données ci-dessous sont celles du 31/12/2009 :

	EPI + Floorian +SCI Merkel + Locofï	SELFLOOR	EPI Vostok	TOTAL RDS	Meuble : ALSAPAN	Négoce: Hautecoeur, Hautecoeur Espagne.	TOTAL Sectoriels	Actifs & Passifs Non Alloués	TOTAL Consolidé
ACTIFS base 31 Décembre 2009									
ACTIFS NON COURANTS									
Goodwill	88	0	0	88	2.704	1.727	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	880	11	0	891	1.544	196	2.631	0	2.631
Terrains	822	50	0	872	2.547	0	3.419	0	3.419
Constructions	4.422	529	1.799	6.750	15.521	26	22.297	0	22.297
Matériel industriel	4.814	349	2.289	7.452	18.272	11	25.735	0	25.735
Autres immobilisations corporelles	270	0	37	307	1.435	51	1.793	0	1.793
Immobilisations en cours	672	0	0	672	799	0	1.471	0	1.471
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	11.968	939	4.125	17.032	42.822	2.011	61.865	0	61.865

Constructions valeur d'expert	7.920	1.800	2.500	12.220	18.458	-	30.678	-	30.678
Matériels industriels valeur d'expert	5.592	2.700	1.720	10.012	25.019	-	35.031	-	35.031
Valeur de l'entreprise						6.820	6.820	-	6.820
Juste Valeur Nette des Frais de Cession	13.512	4.500	4.220	22.232	43.477	6.820	72.529	-	72.529
Valeur d'Utilité	47.337	0	11.866	59.203	96.422	7.340	162.965	-	162.965
Valeur Actuelle	47.337	4.500	11.866	63.703	96.422	7.340	167.465	-	167.465
Provision pour dépréciation	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Valeur d'Utilité sensibilité à une augmentation de 1% du WACC	42.284	0	11.045	53.329	83.938	6.252	143.519	-	143.519

Note 9 – Autres actifs financiers

Les valeurs nettes sont présentées dans le tableau suivant :

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Contrats de capitalisation (1) (2)	57.792	56.113	45.000
Fonds de garantie, dépôts et cautionnements	280	221	221
VMP (compte bloqué) (1) (3)	118	118	118
Prêts	57	65	73
Autres titres immobilisés	39	39	52
PHOENIX (1) (4)	20	20	20
TOTAL	58.306	56.576	45.484

Les valeurs mobilières de placement présentées en autres actifs financiers (1), sont celles qui ne répondent pas aux 4 critères de l'IAS7 (cf. Note N° 14). L'évaluation au dernier jour du marché est de 57.930 K€, alors que la valeur comptable nette est de 57.929 K€, soit une plus value latente de 1 K€ qui a été constatée dans les comptes. Une dépréciation sur les créances sur participations avait été enregistrée antérieurement par résultat pour un montant de 299 K€ en raison des difficultés rencontrées sur le marché nord-américain. Elle est maintenue au 30/06/2010.

(2) : L'intention qu'a le Groupe de conserver ce placement pendant plus d'un an, justifie son reclassement en actifs financiers non courants. En cas de sortie anticipée, une minoration du taux de rémunération serait appliquée.

(3) : Ce compte est bloqué car il est représentatif d'une caution donnée à l'administration fiscale suite à une demande de correction d'assiette de taxe professionnelle pour le site de Boulay.

(4) : Suite à la défaillance de l'organisme PHOENIX Kapitaldienst, une provision de 1.972 K€ avait été constituée en 2004. Cette provision a été maintenue en 2010, car le risque de non recouvrement subsiste.

Note 10 - Actifs d'impôts différés

Ils se décomposent comme suit :

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Organic	47	119	54
IFC	773	824	677
Participation	171	132	19
Immobilisations	429	488	490
SWAPs de taux	419	438	509
Retraitement des crédits baux	337	338	329
Change	127	255	258
Autres	33	33	102
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés	- 2.103	- 2.402	- 2.192
Total	233	225	246

Il n'a pas été constaté d'actif d'impôt différé sur les moins values à long terme d'un montant 85 K€ correspondant à des provisions pour dépréciation de titres de participations détenus par la société EPI.

Compte tenu d'un historique de pertes récentes, il n'est pas constaté d'impôt différé sur les déficits reportables. L'utilisation de ces déficits n'est pas limitée dans le temps. Les déficits fiscaux concernent les pertes fiscales cumulées au 31/12/2009 (Situations fiscales au 30/06/2010 non disponibles) de HAUTECOEUR Espagne pour 280 K€ et EPI Vostok pour un montant de 1.661 K€. L'impôt différé correspondant serait pour HAUTECOEUR Espagne au taux de 30% de 84 K€ et pour EPI Vostok au taux de 20% de 332 K€.

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés entité par entité. L'impact figure sur la ligne 'compensation des actifs et passifs d'impôts différés', cf. Note 19.

Note 11 - Stocks

Les matières premières et consommables sont valorisés au coût d'achat moyen pondéré. Le coût d'entrée en stock tient compte des rabais, remises, ristournes ainsi que de l'escompte obtenu sur les règlements.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. L'éventuel coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, et répartis de la façon suivante :

	30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières	8.331	518	7.813	7.126	463	6.663	10.039	476	9.563
En cours de production	3.440	105	3.335	2.414	238	2.176	3.276	246	3.030
Produits intermédiaires & finis	13.674	1.120	12.554	11.308	875	10.433	15.566	477	15.089
Marchandises	4.183	267	3.916	3.585	582	3.003	3.808	770	3.038
TOTAUX	29.628	2.010	27.618	24.433	2.158	22.275	32.689	1.969	30.720

Note 12 - Créances clients

Les créances sont évaluées au coût amorti. Les créances libellées en devises ont été converties au taux de clôture. Les provisions pour dépréciation des créances sont évaluées individuellement en fonction du risque encouru de non-recouvrement. Des créances clients sont données en garantie des tirages du crédit revolving (cf. Note 36.4.1).

30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
38.384	1.930	36.454	42.294	2.268	40.026	43.827	2.209	41.618

Note 13 – Autres débiteurs

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Avances et acomptes sur commandes	650	1.187	1.370
Fournisseurs	333	1.236	406
Personnel et comptes rattachés	276	51	329
Etat	3.948	3.083	3.272
Créances sur cession d'immobilisations	0	0	0
Divers	43	89	270
Charges constatées d'avance	683	180	500
TOTAUX	5.933	5.826	6.147

Note 14 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont composés de sicav et de certificats de dépôt négociables. Ils respectent les 4 critères d'IAS7, à savoir :

- placement à court terme
- placement très liquide
- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie
- placement soumis à un risque négligeable de changement de valeur

L'évaluation au dernier jour de marché est de 6.992 K€ alors que la valeur comptable nette est de 6.991 K€, soit une plus value latente de 1 K€ constatée dans les comptes. Le risque de liquidité et la répartition de la trésorerie sont décrits Note 36.4.1

GROUPE EPI

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Sicav monétaires	6.992	5.074	2.587
CIC – CM Cash FCP	1.708	2.251	281
CIC – CM Gestion 365 3D	0	0	523
CIC – CM Sécurité	0	0	20
BP – Alsace CT	0	44	0
SG – SG Monéplus 3DEC	0	0	322
SG – SG Liquidités Euro BC5D	0	320	339
CA – Sequin	0	0	10
LCL – Monétaire C	5.284	2.459	1.092
Dépôts à terme (*)	0	3.001	0
Disponibilités	1.797	882	4.183
TOTAL	8.789	8.957	6.770

(*) dont l'échéance est à moins de trois mois à la date d'acquisition.

Note 15 – Capitaux propres

15.1. Capital social

Le capital social est de 6.498.908 €. Il est constitué de 3.249.454 actions, de même catégorie et d'une valeur nominale de 2 € chacune. Il est entièrement libéré.

L'assemblée générale mixte du 29/06/2009 a autorisé le directoire à acquérir des actions dans le cadre des dispositions des articles L 225-209 et suivants du code du commerce, pendant une période de dix huit mois. A ce jour, la société ne détient, directement, ou indirectement, aucun de ses propres titres.

La répartition du capital social est la suivante :

Actionnaires	30.06.2010 nombre d'actions	2010 % capital	2010 droits de vote	31.12.09 nombre d'actions	2009 % capital	2009 droits de vote	31.12.08 nombre d'actions	2008 % capital	2008 droits de vote
STRUB SA	1.891.903	58,22	58,22	1.869.871	57,54	57,54	1.826.106	56,20	56,20
Ulrich ZIEROLD	1			1			1		
Ulrich ZIEROLD GmbH & Co KG	478.493	14,73	14,73	478.493	14,73	14,73	478.493	14,73	14,73
MELAPLAST Verwaltungs GmbH	309.365	9,52	9,52	309.365	9,52	9,52	309.365	9,52	9,52
Gérard VOIRIN	41.872	1,29	1,29	41.872	1,29	1,29	41.872	1,29	1,29
David BASKEYFIELD	10.135	0,31	0,31	10.135	0,31	0,31	10.135	0,31	0,31
Divers nominatif	146			146			146		
Public	517.539	15,93	15,93	539.571	16,61	16,61	583.336	17,95	17,95
TOTAL	3.249.454	100 %	100 %	3.249.454	100 %	100 %	3.249.454	100 %	100 %

GROUPE EPI

Le capital de la société STRUB SA est lui-même détenu à hauteur de 50% par la succession de Monsieur Jean-Jacques STRUB, décédé accidentellement le 23 avril 2010 et à hauteur de 50% par Madame Marie-Elisabeth LANOUX, président du conseil de surveillance, et ses enfants. La société STRUB SA a été créée en 1998 par la famille STRUB. Elle exerce principalement une activité de holding. Son chiffre d'affaires 2009 est de 3,1 millions d'euros.

En 2008, EPI a lancé une émission de 79.984 obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« OBSAAR ») d'une valeur nominale unitaire de 500 euros. Cette opération a été entièrement souscrite pour un montant total de 39,992 millions d'euros. Un rachat anticipé de 248 obligations est intervenu en Août 2008 à la demande d'un souscripteur.

Les OBSAAR ont été souscrites à hauteur de 99,7% par un pool de banques composé de Fortis Banque Luxembourg, de la Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique, du LCL, du Crédit Agricole Alsace Vosges et du CIC et pour le solde par le public.

En prenant en compte les OBSAAR souscrites par les actionnaires d'EPI ainsi que les BSAAR cédés aux actionnaires par les Etablissements Bancaires qui ne souhaitaient pas conserver les BSAAR attachés aux OBSAAR souscrites (23 BSAAR par Obligation), la répartition des BSAAR a été faite de la manière suivante :

- 85,8 % ont été acquis par les actionnaires de référence d'EPI,
- 11,4 % par les managers du Groupe,
- 2,8 % par le public via demandes d'OBSAAR ou de BSAAR seul.

Les BSAAR acquis par les personnes liées ne donnent droit à aucun avantage particulier.

Le règlement livraison des Obligations et des BSAAR est intervenu le 15 février 2008. Les Obligations ont été admises ce même jour aux négociations sur le marché Eurolist de NYSE Euronext Paris sous le code ISIN FR0010559625.

Le 16 février 2010, 1.839.632 BSAAR ont été admis aux négociations sur le marché Eurolist de NYSE Euronext Paris sous le code ISIN FR0010559641.

Les BSAAR sont exerçables jusqu'au 15/02/2015 au prix d'exercice de 11,70€ par action souscrite.

Il est rappelé que cette émission obligataire ainsi que la ligne de crédit revolving d'un montant de 20 millions d'euros mise en place parallèlement ont eu principalement pour but :

- de remettre à plat la structure d'endettement du Groupe en refinançant une partie de la dette bancaire existante
- de procurer au Groupe la capacité de financer des investissements nécessaires au développement du Groupe pour les deux années à venir
- de financer ses besoins en fonds de roulement. Le Groupe profite dans l'immédiat d'une ressource obligataire à coût réduit et à terme d'un possible renforcement des fonds propres de la Société, par le biais de l'exercice des BSAAR.

Cette opération permet également à EPI d'associer les managers du Groupe à la réussite de sa stratégie et de les fidéliser.

Le tableau ci-dessous permet de rendre compte de la répartition potentielle du capital de EPI si l'actionnariat actuel ne change pas et après exercice de l'intégralité des BSAAR par les titulaires conformément aux possibilités décrites dans la note d'opération déposée à l'AMF le 17 janvier 2008 :

GROUPE EPI

Actionnaires	nombre d'actions 30.06.10	% capital 30.06.10	nombre d'actions après exercice des BSAAR	% capital après exercice des BSAAR	nombre d'actions 31.12.2009	% capital 31.12.09
STRUB SA	1.891.903	58,22	3.030.914	59,56	1.869.871	57,54
Ulrich ZIEROLD	1		1		1	
Ulrich ZIEROLD GmbH & Co KG	478.493	14,73	752.476	14,79	478.493	14,73
MELAPLAST Verwaltungs GmbH	309.365	9,52	516.994	10,16	309.365	9,52
PERSONNES LIEES	52.007	1,60	261.817	5,14	52.007	1,60
Nominatif + PUBLIC	517.685	15,93	526.884	10,35	539.717	16,61
TOTAL	3.249.454	100,00	5.089.086	100,00	3.249.454	100,00

Pour les besoins de cette simulation les 'personnes liées' comprennent les managers (en incluant MM Voirin et Baskeyfield),

15.2. Réserves

Avant affectation du résultat, l'ensemble des réserves part de groupe, se décompose comme suit :

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Primes liées au capital	12.080	12.080	12.080
Réserve d'écart de conversion	- 150	- 649	- 664
Autres réserves	59.722	53.968	53.907
TOTAL	71.652	65.399	65.323

Il n'a pas été prévu de distribuer des dividendes

15.3. Information sur la gestion des capitaux propres

Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, soit procéder à des rachats d'actions, soit émettre de nouvelles actions, soit émettre des titres donnant accès au capital.

Les programmes de rachat d'actions peuvent avoir pour objectif :

- la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société mère du Groupe ;
- l'attribution ou la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ;
- l'attribution gratuite d'actions ;
- l'annulation de tout ou partie des titres rachetés ;
- l'animation du marché secondaire de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- la réalisation d'opérations d'achats, ventes ou transferts par tous moyens par un prestataire de services d'investissement, notamment dans le cadre de transactions hors marché ;
- ou tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

GROUPE EPI

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence sur ses capitaux propres imposée par des tiers.

Le ratio d'endettement, correspondant à la dette financière nette sur le total des capitaux propres, est un indicateur financier utilisé par le management pour mesurer l'endettement net global de la société et gérer ses capitaux propres, des covenants concernant des crédits y font référence.

Les capitaux propres incluent les Capitaux Propres Part du Groupe et les Intérêts Minoritaires tels que présentés au bilan. Le tableau de variation des capitaux propres consolidés est présenté dans les états financiers en page 3.

La dette financière nette est définie comme la somme de la dette financière à court terme et de la dette financière à long terme, diminuée du montant de la 'Trésorerie & Equivalents Trésorerie', et des valeurs mobilières de placement classées en 'Autres Actifs Financiers' selon IAS7.

L'évolution de ce ratio est la suivante :

Ratio d'endettement K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dettes financières à long terme	28.518	38.161	40.033
Dettes financières à court terme	39.121	35.034	30.889
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 8.789	- 8.957	- 6.770
Valeurs Mobilières de Placement classées en Autres Actifs Financiers selon IAS7 (Note 9)	- 57.930	- 56.251	- 45.138
Endettement financier net	920	7.987	19.014
Capitaux Propres	81.845	77.652	72.461
Endettement financier net / Capitaux Propres	0,01	0,10	0,26

La valeur maximale du ratio à ne pas dépasser a été fixée à 1,50 (cf. Note 33 § covenants).

Note 16 – Emprunts

Tous les emprunts sont en euros. L'échéancier des emprunts se résume comme suit :

	30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Part à long terme des emprunts portant intérêts :									
Auprès d'établissements de crédit	24.022	2.376	26.398	32.589	3.572	36.161	33.256	4.773	38.029
Divers	2.120	0	2.120	2.000	0	2.000	2.004	0	2.004
Total	26.142	2.376	28.518	34.589	3.572	38.161	35.260	4.773	40.033
Part à court terme des emprunts portant intérêts :									
Auprès d'établissements de crédit			37.041			33.369			29.247
Divers			2.080			1.665			1.642
Total			39.121			35.034			30.889

Certaines dettes présentes dans cette note comportent des garanties (cf Note 33)

La répartition des emprunts par taux est la suivante :

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Total en taux fixe	4.950	5.446	5.937
Total en taux variable (Euribor)	33.418	42.834	44.392
TOTAL	38.368	48.280	50.329

A titre indicatif, pour 2009 et 2010, le taux variable moyen est respectivement de 0,78 % et 0,51 % et le taux fixe moyen de 2,62 %. Dans l'hypothèse où l'Euribor augmenterait de 1%, l'impact sur le compte de résultat serait, sur un exercice complet, de 334 K€.

La composante dette de l'emprunt 'OBSAAR' d'un montant de 21.929 K€ figure dans les emprunts ci-dessus. Cet emprunt de nominal 39.992 K€ conclu le 15/02/2008 pour une durée de cinq ans, est amortissable par 1/5^{ème} le 15/02 de chaque année. Sa rémunération est variable en référence à l'EURIBOR 3 mois diminué de 0,87 point.

GROUPE EPI

Au 30/06/2010, la maturité des emprunts selon leurs natures est la suivante :

Nature	Total	Echu à - d'1 an	Echu entre 1 et 5 ans	Echu à + de 5 ans
Emprunt Obligataire	21.929	7.745	14.184	0
Autres emprunts bancaires	3.101	1.409	1.247	445
Lignes de crédit (CMCC & découverts)	25.425	25.425	0	0
Location Financement	12.983	2.462	8.590	1.931
Autres Emprunts non-bancaires	4.201	2.080	2.121	0
TOTAL	67.639	39.121	26.142	2.376

Note 17 – Provision pour pensions et avantages assimilés

Les indemnités de fin de carrière au 30 juin 2010 ont été calculées, pour l'ensemble du personnel du Groupe, selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un taux de rendement à 3,69 %, la table de mortalité INSEE 2007, et comme hypothèse un départ à la retraite à 65 ans et une inflation à 1,60%

Indemnités de Fin de Carrière	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
<i>Actifs Financier de couverture</i>	0	0	0
Valeur début exercice			
Variation de périmètre			
Rendement des actifs			
Prestations payées			
Acquisitions / cessions			
Variation de change			
<i>Valeur fin d'exercice</i>	0	0	0
<i>Provisions au bilan</i>			
Valeur actuelle des engagements couverts par des actifs	0	0	0
Juste valeur des actifs financiers	0	0	0
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	1.764	1.412	2.032
Gains / Pertes actuariels non encore reconnus	0	0	0
<i>Provision au bilan</i>	1.764	1.412	2.032
<i>Composantes de la charge annuelle</i>			
Coût des services	110	127	171
Charge d'intérêt	43	44	73
Gains / Pertes actuariels reconnus dans l'année	199	-258	-490
<i>Charge de l'exercice</i>	352	-87	-246
<i>Variation des provisions au bilan</i>			
Provision début d'exercice	1.412	1.499	2.278
Changement de périmètre	0	0	0
Décassement	0	0	0
Charge de l'exercice	352	-87	-246
<i>Provision à la clôture de l'exercice</i>	1.764	1.412	2.032

Les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat. La charge nette de l'exercice de 352 K€ se décompose en une dotation de 397 K€ et une reprise de - 45 K€.

GROUPE EPI

Note 18 – Autres provisions non courantes

Natures	30/06/2009	31/12/2009	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise Non Utilisée	30/06/2010
« Association Défense »	800	1.000	0	0	0	1.000
Litige voisinage	1.094	1.094	0	0	0	1.094
Total provisions non courantes	1.894	2.094	0	0	0	2.094

La provision "Association Défense" s'inscrit dans la suite de celles constituées par Mr et Mme WABARTHA qui font valoir devant le TGI un préjudice personnel causé par Alsapan. Ils sollicitent à titre de dommages et intérêts les sommes de 500 K€ par époux.

Note 19 - Passifs d'impôts différés

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Amortissement des immobilisations	5.441	5.577	5.140
Retraitement des crédits baux	1.841	1.895	1.901
Provision pour hausse des prix	521	521	432
Retraitement des frais d'émission d'OBSAAR	221	260	290
Change	0	129	131
Retraitement titres & créances de participations	342	200	223
IFC	165	337	260
Autres	6	7	5
Compensation des actifs et des passifs d'impôts différés	- 2.103	- 2.402	- 2.192
Total	6.434	6.524	6.190

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés entité par entité. L'impact figure sur la ligne 'compensation des actifs et passifs d'impôts différés', cf. Note 10.

Note 20 – Autres créditeurs

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Avances, acomptes reçus sur commandes	293	660	356
Dettes fiscales et sociales	10.014	8.618	12.089
Dettes sur immobilisations	174	1.565	395
Autres dettes	9.640	8.784	9.808
Produits constatés d'avance	559	600	683
Total	20.680	20.227	23.331

Note 21 – Autres provisions courantes

Natures	30/06/2009	31/12/2009	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise Non Utilisée	30/06/2010
Litiges sociaux	542	922	0	30	0	892
Litiges clients	2.480	2.256	430	682	0	2.004
Litiges fournisseurs	2.328	1.453	893	1.252	123	971
Etat	65	215	0	0	0	215
Brevet	100	0	0	0	0	0
Papiers secs	23	110	63	0	0	173
Autres	300	91	0	0	0	91
Total provisions courantes	5.838	5.047	1.386	1.964	123	4.346

GROUPE EPI

- Les provisions pour litiges sociaux sont estimées sur la base des dossiers de réclamation.
- La provision 'litiges clients' se rapporte à notre obligation de garantie que nous avons auprès de nos clients. La provision 'Nacospan' de 1.350 K€ constituée en 2008 & 2009 a été maintenue, le litige étant pendant devant les tribunaux.
- La provision 'fournisseurs' reprend les notes de débit fournisseurs pour lesquelles les avoirs n'ont pas été reçus. La provision est constituée, d'une part, de la totalité des notes de débit de l'année précédentes restant ouvertes et d'autre part, de celles de l'année, non régularisées par un avoir, proratisées selon un % défini statistiquement selon les données des années antérieures.
- La provision 'Etat' concerne des contrôles fiscaux non aboutis.

Note 22 - Créances et dettes libellées en devises étrangères

Les actifs immobilisés et circulants libellés en devises étrangères (quasi-exclusivement en RUR et US\$) figurent à l'actif pour un montant de 10.131 K€.

Les dettes libellées en devises étrangères (RUR et US\$) figurent au passif pour un montant de 1.563 K€. Ces actifs et passifs ont été convertis au taux de clôture. Il n'y a pas de contrat de couverture du risque de change des dettes et créances en devises, ni de couverture sur l'investissement net à l'étranger.

Un point de variation du taux de change \$ / € aurait un impact de 1 K€ en résultat de la période et Il serait de 85 K€ pour le Rouble.

Note 23 – Actifs et passifs financiers impayés

L'analyse de l'âge des actifs financiers non dépréciés et en retard de paiement, ne concerne que l'encours clients. De même l'analyse des échéances des passifs financiers ne concerne que le poste fournisseurs.

23.1. Encours clients

L'analyse a porté sur l'encours clients des principales sociétés du Groupe : EPI, ALSAPAN, HAUTECOEUR, SELFLOOR et HAUTECOEUR Espagne. Il en ressort les informations suivantes :

	30/06/2010			31/12/2009	30/06/2009
	Encours Brut	Dépréciation	Encours Net	Encours Net	Encours Net
Créances clients consolidées	38.384	1.930	36.454	40.026	41.618
Retard de paiements au 30/06/2010	7.519	1.434	6.085	5.051	5.764
Retard de paiements au 12/08/2010	5.412	1.434	3.978	2.935	3.743
Paiements entre 1 et 45 jours	2.107	0	2.107	2.116	2.021
Paiements entre 45 jours et 6 mois	3.978	0	3.978	2.935	3.743
Paiements à plus de 6 mois	1.434	1.434	0	0	0

23.2. Encours fournisseurs

L'analyse a porté sur l'encours fournisseurs des principales sociétés du Groupe : EPI, ALSAPAN, HAUTECOEUR, SELFLOOR et HAUTECOEUR Espagne. Il en ressort les informations suivantes :

Les dettes envers les fournisseurs de biens & services et les fournisseurs d'immobilisations échues et non soldées au 30/06/2010 se montent à 1.672 K€. Au 12/08/10 ces mêmes dettes sont de 1.167 K€.

Note 24 – Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS33. Le capital de la société EPI est composé de 3.249.454 actions. Il serait composé de 5.089.086 actions après exercice de l'intégralité des BSAAR (cf Note 15).

GROUPE EPI

Nous indiquons les deux résultats par action en tenant compte de l'effet de dilution généré par l'éventuel exercice de l'ensemble des BSAAR. Le cours moyen de l'action à environ 10 € en Janvier et Février termine le semestre à près de 13 €, ce qui entraînerait une dilution du résultat par action en cas d'exercice des BSAAR par les porteurs (prix d'exercice 11,70€).

Résultat par action	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
Résultat attribuable à l'entité mère	3.694		5.754		639	
Résultat opérationnel courant		4.688		10.803		3.450
Nombre d'actions constituant le capital (milliers)	3.249	3.249	3.249	3.249	3.249	3.249
Résultat par action en €	1,14	1,44	1,77	3,32	0,20	1,06
Nombre d'actions après exercice des BSAAR (milliers)	5.089	5.089	5.089	5.089	5.089	5.089
Résultat dilué par action en €	0,73	0,92	1,13	2,12	0,13	0,68

Note 25 - Dotations aux amortissements et provisions

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dotations aux amortissements :	4.049	8.035	4.062
Dotations et reprises de provisions :			
* pour risques et charges	- 349	525	1.048
* sur immobilisations	0	0	0
* sur actif circulant	- 485	544	295
Total des dotations et reprises de provisions	- 834	1.069	1.343

Note 26 – Autres produits et charges opérationnels

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Plus values de cession d'immobilisations corporelles & incorporelles	936	0	49
Plus values de cession des titres AXEL		0	0
Total autres produits opérationnels	936	0	49
Moins values de cession d'immobilisations corporelles & incorporelles	854	-295	0
Total autres charges opérationnelles	854	- 295	0

Note 27 – Coût de l'endettement financier net

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Revenus sur placements	1.685	1.242	367
Produit de cession de valeurs mobilières	9	102	84
Autres produits financiers	0	0	0
Produits de trésorerie et équivalents	1.694	1.344	451
Intérêts (*)	1.119	2.104	1.222
Charge nette / cession de VMP	0	0	0
Goodwill acquisition LOCOFI	0	500	0
Coût de l'endettement financier brut	1.119	2.604	1.222
Coût de l'endettement financier net	- 575	1.260	771

GROUPE EPI

(*) y compris les intérêts se rapportant aux retraitements des locations financements pour un montant de 254 K€ au 30/06/2009, 487K€ au 31/12/2009 et 205K€ au 30/06/2010. Y figure également l'ajustement de la juste valeur de SWAPs de taux variable / taux fixe pour 79 K€ au 30/06/2009, - 176 K€ au 31/12/2009 et - 56K€ au 30/06/2010 (cf. Note 32).

Note 28 – Autres produits et charges financiers

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Gain de change	696	985	642
Autres produits financiers	696	985	642
Perte de change	163	1.151	916
Dotations et reprises de provisions financières	0	104	0
Perte sur créances	0	0	0
Autres charges financières	163	1.255	916

Les différences de change comprennent des gains latents pour un montant de 311 K€.

A fin Décembre 2009, le cours de la monnaie Russe était de 43,154 RUR / 1 € ; ce cours a ensuite baissé pour finir au 30/06/2010 à 38,282. Après retraitement dans les capitaux propres de - 647 K€ de différences de change relatives à l'investissement net en Russie (cf. Note 2.3.6), 384 K€ restent inscrits dans les gains de change et 92 K€ dans les pertes de change.

Note 29 – Charges d'impôt

29.1. Impôts différés actif / passif

La charge d'impôt sur les bénéficiaires correspond à l'impôt estimé de chaque entité fiscale consolidée corrigée des impôts différés. Les charges ou les produits d'impôts différés sont calculés par la variation de la créance d'impôts ou de la dette d'impôts d'un exercice à l'autre.

Pour l'arrêté au 30 juin 2010, les impôts différés ont été calculés, pour les sociétés françaises, sur la base de l'impôt de 34,43%. Le taux était de 34,43 % pour l'exercice précédent.

Calcul du taux 2010 :	Impôt société au taux de droit commun	33,33 %
	Contribution sociale	1,10 %
	Taux d'impôt différé 2010 :	34,43 %

Pour les sociétés étrangères, le taux d'impôt local a été utilisé. Les effets de l'application de la méthode du report variable aux impôts différés sont nuls car le taux d'imposition n'a pas varié. Le montant de l'impôt sur les bénéficiaires s'analyse comme suit :

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Impôt courant	2.281	2.501	1.509
Impôts différés	- 97	723	306
Impôt sur les bénéficiaires	2184	3.224	1.815

En l'absence d'intégration fiscale, l'impôt sur les bénéficiaires pour le Groupe EPI aurait été de 2.255 K€.

GROUPE EPI

29.2. Preuve d'impôt

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat avant impôt	5.878	8.978	2.454
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante (33,33% au 30/06/2009, 34,43% au 31/12/2009 & 30/06/2010)	2.024	3.091	818
Crédits d'impôt	- 352	- 718	- 49
Changement de taux d'I.S. sur les impôts différés d'ouverture	0	198	0
Corrections d'IS suite contrôles fiscaux	0	313	460
Différences permanentes sur Impôts	253	399	204
Correction de charge d'impôt théorique de filiales étrangères ayant un taux d'IS différent ou déficitaires	331	87	498
Impact du report en arrière de déficits fiscaux	- 50	- 109	- 109
Impact du taux de contribution sociale 3,3%	- 29	- 30	0
Impact du taux réduit de 15% dans les filiales françaises	7	- 7	- 7
Charge d'impôt effective	2.184	3.224	1.815

Note 30 - Informations sociales

30.1. La ventilation du personnel salarié du Groupe consolidé

Au 30 juin 2010, elle se présente comme suit :

SOCIETES	30/06/2010				31/12/2009	30/06/2009
	Cadres	Employés	Ouvriers	Total	Total	Total
Société mère	33	36	90	159	154	180
ALSAPAN	35	69	451	555	550	634
HAUTECOEUR France	0	0	0	0	0	2
EPI VOSTOK	3	9	15	27	27	20
DGS	0	8	0	8	7	7
SELFLOOR	1	2	8	11	13	39
TOTAL	72	124	564	760	751	882

30.2. Charges de personnel

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Salaires	9.786	20.769	12.498
Intéressement	285	471	91
Participation	495	384	56
Charges sociales	4.185	8.930	4.090
Total	14.751	30.554	16.735

30.3 Droit individuel à la formation (DIF)

Suivant la loi du 4 Mai 2004, le droit individuel à la formation (DIF) acquis au 07 Mai 2010, par les salariés du Groupe ayant au moins un an d'ancienneté à cette date, représente 71.875 heures.

Toutes les heures demandées par les salariés ont été acceptées et les coûts correspondant figurent au compte de résultat ; seules 32 Heures depuis l'origine du DIF ont fait l'objet d'un premier refus de l'entreprise. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

Note 31 - Instruments financiers et produits dérivésContrats d'échange de taux d'intérêts :

En 2008 (Avril et Août) la maison mère a souscrit des contrats de couverture de taux pour se prémunir contre le risque de hausse des taux variables. Ces contrats sont destinés à couvrir le risque sur les emprunts à taux variable et notamment l'emprunt OBSAAR. L'analyse montre qu'une comptabilité de couverture n'est pas possible au regard de la désignation de la relation de couverture selon l'IAS 39 :

- L'efficacité de la couverture, n'est pas suffisante.
- Les échéances des instruments de couverture et des emprunts ne sont pas homogènes.
- La désignation formelle de la relation de couverture et sa documentation, à l'origine de la couverture, n'ont pu être établies.

Ces opérations sont dès lors qualifiées de spéculatives et doivent être évaluées à leur juste valeur par le résultat à chaque arrêté comptable. Un modèle prévisionnel des flux financiers concernant ces contrats de couverture a été mis en place en interne. Il calcule les flux futurs en fonction des estimations d'évolution de l'EURIBOR 3 mois fournies par les banques partenaires dans ces opérations. Ces flux futurs sont ensuite actualisés en fonction de l'OAT à 10 ans soit 3,085%. Il en résulte un gain financier de 56 K€ au 30/06/2010 représentatif de la variation de la juste valeur de ces SWAPs de taux. Ce produit a été enregistré en résultat dans les comptes consolidés du Groupe. Par ailleurs, au titre de 2010 une perte financière de 689 K€ a été enregistrée au titre de ces couvertures de taux.

La juste valeur des SWAPs fondée sur le modèle élaboré en interne est de 1.217 K€. Cette évaluation est faite dans l'optique d'un dénouement des SWAPs à leurs termes respectifs, et ne tient par conséquent pas compte de pénalités éventuelles en cas de sortie anticipée. La direction a retenu cette hypothèse car il n'entre pas dans son intention de dénouer les positions avant leurs termes.

Une variation d'un point de l'EURIBOR aurait un impact de 415 K€ sur le résultat et la variation d'un point d'OAT serait non significative sur l'actualisation du flux.

Note 32 - Engagements hors bilan32.1. Engagements sur emprunts

Bénéficiaires	Montant au 30/06/2010	Montant au 31/12/2009	Montant au 30/06/2009	Garanties réelles	Cautionnement donné par EPI
BECM	1.183	1.290	1.398	Promesse d'hypothèque	
CREDIT AGRICOLE	320	480	640	Nantissement sur titres	
CREDIT AGRICOLE	17	24	30	Nantissement sur matériel	
BANQUE POPULAIRE	757	794	831	Promesse d'hypothèque	
BANQUE POPULAIRE	453	658	864	Nantissement sur titres	
BANQUE POPULAIRE	51	154	257		OUI
SOCIETE GENERALE	320	480	640	Nantissement sur titres	
LCL 'OBSAAR'	21.929	29.788	31.895	Nantissement sur titres	
TOTAL	25.030	33.668	36.555		

GROUPE EPI

Engagements donnés :

Société EPI :

Au 30 juin 2010, le nantissement des actions EPI consenti en garantie du remboursement de prêts représente un total de 1.040 K€ contre 1.560 K€ au 31/12/2009 et celui des parts sociales de la SCI Merkel, un montant de 53 K€, contre 58 K€ au 31/12/2009. Par ailleurs, les titres d'ALSAPAN sont donnés en garantie de l'emprunt 'OBSAAR' dont le nominal est de 39.992 K€.

Covenants :

Par convention, le Groupe s'est engagé à respecter des ratios de solvabilité et de fonds propres. Les ratios utilisés sont principalement du type 'endettement net consolidé / fonds propres consolidés' et 'endettement net consolidé / EBITDA consolidé'. Les valeurs plafonds à ne pas dépasser varient suivant les contrats passés avec les banques. Le Groupe n'anticipe pas de difficultés à les respecter pour l'avenir.

Les covenants concernent la société EPI pour un montant de 23.921 K€ contre 31.895 K€ à fin 2009.

C'est l'emprunt obligataire 'OBSAAR' d'un montant nominal de 39.992 K€ qui est concerné. Les ratios sont les suivant :

	Valeur plafond	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat opérationnel		4.770	10.508	3.499
Dotation aux amortissements		4.049	8.035	4.062
Dotation aux provisions		- 834	1.069	1.343
EBITDA consolidé		7.985	19.612	8.904
EBITDA consolidé x 2		15.970		17.808
Fonds propres consolidés (voir Note 15.3)		81.845	77.652	72.461
Endettement net consolidé (voir Note 15.3)		920	7.987	19.014
Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	4,0	0,06	0,41	1,07
Endettement net consolidé / Fonds propres consolidés	1,5	0,01	0,10	0,26

Autres engagements :

Parallèlement à l'émission de l'emprunt obligataire 'OBSAAR', le Groupe a souscrit à une facilité de crédit (crédit revolving) à concurrence de 20 Millions d'Euros. Par clause 'pari passu' ce crédit revolving bénéficie du nantissement des titres ALSAPAN à égalité de rang avec l'emprunt obligataire 'OBSAAR'.

Au 30/06/2010, ce crédit revolving a été tiré à hauteur de 20,0 M€ : 8.400 K€ pour EPI & 11.600 K€ pour ALSAPAN. De plus EPI s'est porté caution pour sa filiale sur les sommes dues.

32.2. Engagements de locations simples

Ce sont les contrats de location d'une durée supérieure à 6 mois. Il s'agit de locations de bureaux, d'espaces de stockage, de matériels de transport, de matériels de bureaux et d'outillage. Le Groupe considère que l'engagement de location simple est représentatif du paiement minimum qui devrait être effectué. Il n'y a pas d'engagements à plus de cinq ans.

Engagements de locations	Montant au 30/06/2010	Montant au 31/12/2009	Montant au 30/06/2009
Loyers à moins d'un an	521	596	760
Loyers à plus d'un an et moins de cinq ans	437	628	803
TOTAL	958	1.224	1.563

GROUPE EPI

32.3. Passifs éventuels

Il n'y a pas de passif en dehors de ceux ayant fait l'objet d'une provision et mentionnés ci-dessus.

Note 33 – Transactions avec les parties liées

33.1. Société-mère:

La société mère consolidant les comptes du Groupe EPI est la société STRUB SA ayant son siège social à Duppigheim, Avenue Jean Prêcheur.

33.2. Éléments concernant les entreprises ayant un lien de participation

Les transactions avec les parties liées, hors opérations intra-groupe éliminées en consolidation, sont les suivantes :

STRUB SA	30/06/2010				31/12/2009				30/06/2009			
	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes	Charges	Produits	Créances	Dettes
Prestations de service	301	4			1.666	13			359	9		
Charges locatives	141				280				143			
Clients			13	0			9	0			3	0
Fournisseurs			0	30			0	1.050			54	41
Autres	8	0	0	0	25	8	0	4	13	2	0	4
TOTAL	450	4	13	30	1.971	21	9	1.054	515	11	57	45

33.3. Rémunérations et avantages en nature des organes d'administration et de direction

33.3.1. Conseil de surveillance :

Le président du conseil de surveillance ne perçoit pas de rémunération mensuelle. Les frais exposés dans l'exercice des fonctions et en vue d'assister aux réunions du conseil sont remboursés aux membres, sur présentation de justificatifs. Il n'y a pas eu de rémunération versée aux membres du conseil de surveillance en 2009 ni en 2010.

33.3.2. Jetons de présence :

En 2009, 90 K€ de jetons de présence ont été distribués aux membres du conseil de surveillance conformément à une décision de l'AG du 29/06/2009. Une distribution du même montant est prévue au second semestre 2010.

33.3.3. Directoire :

Feu Monsieur Jean-Jacques STRUB Président du Directoire et Monsieur Gérard VOIRIN, Directeur Général, puis Président du Directoire, ne sont pas rémunérés directement.

Les sociétés du Groupe EPI rémunèrent les prestations rendues à leur profit par d'autres sociétés dans lesquelles Monsieur STRUB, et Monsieur VOIRIN sont intéressés. Ces montants sont respectivement de 282 K€ et 71 K€. Ils étaient respectivement de 588 K€ et 223 K€ en 2009.

Les membres du directoire sont par ailleurs remboursés des frais qu'ils exposent dans l'exercice de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

Au premier semestre 2010 Mr. Antonio CLEMENTE, Directeur général a perçu une rémunération brute de 82 K€ contre 125 K€ au titre de 2009. L'engagement de retraite des membres du directoire percevant une rémunération est de 24 K€ au 30/06/2010.

L'information présentée dans la Note 33.3 (§ 1 à 3) est exhaustive ; il n'y a pas d'autres avantages au sens de l'IAS 24.16.

Note 34 – Secteurs opérationnels

34.1. Situation au 30/06/2010

34.1.1. Actif et passif

	RDS	MEUBLE	NEGOCE	TOTAL SECTORIELS	ACTIFS & PASSIFS NON ALLOUES	TOTAL CONSOLIDES
ACTIFS						
ACTIFS NON COURANTS						
Goodwill	88	2.704	1.727	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	832	1.443	185	2.460	0	2.460
Immobilisations corporelles	20.825	31.113	76	52.014	0	52.014
Immeubles de placement	0	235	0	235	0	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	54.934	234	3.138	58.306	0	58.306
Impôts différés	233	0	0	233	0	233
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	76.912	35.729	5.126	117.767	0	117.767
ACTIFS COURANTS						
Stocks	8.091	17.833	1.694	27.618	0	27.618
Clients	16.350	19.089	1.015	36.454	0	36.454
Autres débiteurs	2.368	2.495	916	5.779	154	5.933
Trésorerie & Equivalents trésorerie	5.631	667	2.389	8.687	102	8.789
Actifs destinés à être cédés	849	0	0	849	0	849
TOTAL ACTIFS COURANTS	33.289	40.084	6.014	79.387	256	79.643
TOTAL DES ACTIFS	110.201	75.813	11.140	197.154	256	197.410
PASSIFS						
CAPITAUX PROPRES						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	60.174	16.199	1.778	78.151	0	78.151
Résultat de l'exercice	1.899	1.725	70	3.694	0	3.694
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	62.073	17.924	1.848	81.845	0	81.845
PASSIFS NON COURANTS						
Emprunts portant intérêts	19.107	9.411	0	28.518	0	28.518
Provision pour pensions & avantages assimilés	537	1.227	0	1.764	0	1.764
Autres provisions	1.094	1.000	0	2.094	0	2.094
Impôts différés	2.489	3.670	275	6.434	0	6.434
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	23.227	15.308	275	38.810	0	38.810
PASSIFS COURANTS						
Fournisseurs	4.010	5.613	759	10.382	415	10.797
Part à court terme des emprunts portant intérêts	21.750	16.934	437	39.121	0	39.121
Passif d'impôt exigible	1.694	0	0	1.694	117	1.811
Autres créiteurs	7.846	11.771	917	20.534	146	20.680
Autres provisions	3.112	989	245	4.346	0	4.346
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS COURANTS	38.412	35.307	2.358	76.077	678	76.755
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	123.712	68.539	4.481	196.732	678	197.410

GROUPE EPI

34.1.2. Compte de résultat

	Revêtement de sol		Meuble		Négoce		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	37.080		56.412		3.823		- 3.279	94.036
Autres produits de l'activité	456		574		0		- 234	796
Total produits	37.536	100,00%	56.986	100,00%	3.823	100,00%	- 3.513	94.832
Achats consommés	23.030		34.319		2.953		- 1.852	58.450
Charges du personnel	3.938		10.811		2		0	14.751
Charges externes	6.842		8.945		1.248		- 1.661	15.374
Impôts et taxes	176		1.146		38		0	1.360
Dotations aux amortissements	1.547		2.479		23		0	4.049
Dotations aux provisions	- 380		- 79		- 375		0	- 834
Variation de stocks -prod.finis & en cours	86		- 3.641		0		0	- 3.555
Autres charges d'exploitation	527		1		21		0	549
Résultat opérationnel courant	1.770	4,72%	3.005	5,27%	- 87	- 2,28%	0	4.688
Autres produits opérationnels	492		444		0		0	936
Autres charges opérationnelles	190		664		0		0	854
Résultat opérationnel	2.072	5,52%	2.785	4,89%	- 87	- 2,28%	0	4.770
Résultat financier	1.357	3,62%	- 361	- 0,63%	112	2,93%	0	1.108
Résultat avant impôts	3.429	9,14%	2.424	4,25%	25	0,65%	0	5.878
Charge d'impôt	1.530	4,08%	699	1,23%	- 45	- 1,18%	0	2.184
Résultat consolidé	1.899	5,06%	1.725	3,03%	70	1,83%	0	3.694

	France	Etranger		Interco	Total
Chiffre d'affaires	55.606	41.709		- 3.279	94.036

34.1.3 Actifs géographique

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.460	0	2.460
Immobilisations corporelles	47.056	4.958	52.014
Immeubles de placement	235	0	235
Total	54.270	4.958	59.228

34.2. Situation au 31/12/200934.2.1. Actif et passif

	RDS	MEUBLE	NEGOCE	TOTAL SECTORIELS	ACTIFS & PASSIFS NON ALLOUES	TOTAL CONSOLIDES
ACTIFS						
ACTIFS NON COURANTS						
Goodwill	88	2.704	1.727	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	891	1.544	196	2.631	0	2.631
Immobilisations corporelles	21.871	32.756	88	54.715	0	54.715
Immeubles de placement	0	235	0	235	0	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	53.268	234	3.074	56.576	0	56.576
Impôts différés	225	0	0	225	0	225
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	76.343	37.473	5.085	118.901	0	118.901
ACTIFS COURANTS						
Stocks	8.363	12.358	1.554	22.275	0	22.275
Clients	20.916	17.987	1.123	40.026	0	40.026
Autres débiteurs	3.170	1.504	939	5.613	213	5.826
Trésorerie & Equivalents trésorerie	6.089	229	2.595	8.913	44	8.957
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIFS COURANTS	38.538	32.078	6.211	76.827	257	77.084
TOTAL DES ACTIFS	114.881	69.551	11.296	195.728	257	195.985
PASSIFS						
CAPITAUX PROPRES						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	59.006	11.236	1.656	71.898	0	71.898
Résultat de l'exercice	2.175	3.467	112	5.754	0	5.754
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	61.181	14.703	1.768	77.652	0	77.652
PASSIFS NON COURANTS						
Emprunts portant intérêts	27.914	10.247	0	38.161	0	38.161
Provision pour pensions & avantages assimilés	443	969	0	1.412	0	1.412
Autres provisions	1.094	1.000	0	2.094	0	2.094
Impôts différés	2.541	3.728	255	6.524	0	6.524
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	31.992	15.944	255	48.191	0	48.191
PASSIFS COURANTS						
Fournisseurs	4.763	3.191	604	8.558	27	8.585
Part à court terme des emprunts portant intérêts	20.604	14.423	7	35.034	0	35.034
Passif d'impôt exigible	1.149	0	0	1.149	100	1.249
Autres créditeurs	7.551	11.465	1.063	20.079	148	20.227
Autres provisions	3.624	1.160	263	5.047	0	5.047
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS COURANTS	37.691	30.239	1.937	69.867	275	70.142
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	130.864	60.886	3.960	195.710	275	195.985

34.2.2. Compte de résultat

	Revêtement de sol		Meuble		Négoce		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	75.653		115.371		9.273		- 3.866	196.431
Autres produits de l'activité	958		641		23		- 777	845
Total produits	76.611	100,00%	116.012	100,00%	9.296	100,00%	- 4.643	197.276
Achats consommés	41.719		58.962		6.538		- 1.345	105.874
Charges du personnel	8.820		21.696		38		0	30.554
Charges externes	12.703		17.595		2.468		- 3.298	29.468
Impôts et taxes	811		2.414		80		0	3.305
Dotations aux amortissements	2.853		5.122		60		0	8.035
Dotations aux provisions	1.046		- 160		183		0	1.069
Variation de stocks -prod.finis & en cours	2.462		3.774		0		0	6.236
Autres charges d'exploitation	1.903		0		29		0	1.932
Résultat opérationnel courant	4.294	5,60%	6.609	5,70%	- 100	- 1,08%	0	10.803
Autres produits opérationnels	0		0		0		0	0
Autres charges opérationnelles	119		173		3		0	295
Résultat opérationnel	4.175	5,45%	6.436	5,55%	- 103	- 1,11%	0	10.508
Résultat financier	- 367	- 0,48%	- 1.308	- 1,13%	145	1,56%	0	- 1.530
Résultat avant impôts	3.808	4,97%	5.128	4,42%	42	0,45%	0	8.978
Charge d'impôt	1.633	2,13%	1.661	1,43%	- 70	- 0,75%	0	3.224
Résultat consolidé	2.175	2,84%	3.467	2,99%	112	1,20%	0	5.754

	France		Etranger				Interco	Total
Chiffre d'affaires	125.588		74.709				- 3.866	196.431

34.2.3 Actifs géographique

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.631	0	2.631
Immobilisations corporelles	50.590	4.125	54.715
Immeubles de placement	235	0	235
Total	57.975	4.125	62.100

34.3. Situation au 30/06/2009

34.3.1. Actif et passif

	RDS	MEUBLE	NEGOCE	TOTAL SECTORIELS	ACTIFS & PASSIFS NON ALLOUES	TOTAL CONSOLIDES
ACTIFS						
ACTIFS NON COURANTS						
Goodwill	88	2.704	1.727	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	951	1.457	207	2.615	0	2.615
Immobilisations corporelles	22.950	33.565	130	56.645	0	56.645
Immeubles de placement	0	235	0	235	0	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	42.224	246	3.014	45.484	0	45.484
Impôts différés	246	0	0	246	0	246
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	66.459	38.207	5.078	109.744	0	109.744
ACTIFS COURANTS						
Stocks	11.204	17.843	1.673	30.720	0	30.720
Clients	19.508	19.550	2.560	41.618	0	41.618
Autres débiteurs	3.004	1.979	838	5.821	326	6.147
Trésorerie & Equivalents trésorerie	2.829	2.200	1.706	6.735	35	6.770
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIFS COURANTS	36.545	41.572	6.777	84.894	361	85.255
TOTAL DES ACTIFS	103.004	79.779	11.855	194.638	361	194.999
PASSIFS						
CAPITAUX PROPRES						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	58.967	11.201	1.654	71.822	0	71.822
Résultat de l'exercice	- 775	1.280	134	639	0	639
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	58.192	12.481	1.788	72.461	0	72.461
PASSIFS NON COURANTS						
Emprunts portant intérêts	29.149	10.884	0	40.033	0	40.033
Provision pour pensions & avantages assimilés	360	886	7	1.253	0	1.253
Autres provisions	1.094	800	0	1.894	0	1.894
Impôts différés	2.571	3.322	297	6.190	0	6.190
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	33.174	15.892	304	49.370	0	49.370
PASSIFS COURANTS						
Fournisseurs	6.248	4.981	702	11.931	63	11.994
Part à court terme des emprunts portant intérêts	19.934	10.869	86	30.889	0	30.889
Passif d'impôt exigible	1.065	0	0	1.065	51	1.116
Autres créiteurs	7.943	14.292	915	23.150	181	23.331
Autres provisions	3.728	1.920	190	5.838	0	5.838
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIFS COURANTS	38.918	32.062	1.893	72.873	295	73.168
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	130.284	60.435	3.985	194.704	295	194.999

34.3.2. Compte de résultat

	Revêtement de sol		Meuble		Négoce		Interco	TOTAL
Chiffre d'affaires	36.056		61.574		5.279		- 1.971	100.938
Autres produits de l'activité	1.148		44		10		- 1.079	123
Total produits	37.204	100,00%	61.618	100,00%	5.289	100,00%	- 3.050	101.061
Achats consommés	20.375		34.058		3.461		- 494	57.400
Charges du personnel	4.736		12.003		- 4		0	16.735
Charges externes	6.800		8.666		1.401		- 2.556	14.311
Impôts et taxes	457		1.194		24		0	1.675
Dotations aux amortissements	1.518		2.514		30		0	4.062
Dotations aux provisions	793		255		295		0	1.343
Variation de stocks -prod.finis & en cours	936		167		0		0	1.103
Autres charges d'exploitation	956		0		26		0	982
Résultat opérationnel courant	633	1,70%	2.761	4,48%	56	1,06%	0	3.450
Autres produits opérationnels	14		35		0		0	49
Autres charges opérationnelles	0		0		0		0	0
Résultat opérationnel	647	1,74%	2.796	4,54%	56	1,06%	0	3.499
Résultat financier	- 580	- 1,56%	- 571	- 0,93%	106	2,00%	0	- 1.045
Résultat avant impôts	67	0,18%	2.225	3,61%	162	3,06%	0	2.454
Charge d'impôt	842	2,26%	945	1,53%	28	0,53%	0	1.815
Résultat consolidé	- 775	- 2,08%	1.280	2,08%	134	2,53%	0	639

	France		Etranger				Interco	Total
Chiffre d'affaires	63.241		39.668				- 1.971	100.938

34.3.3 Actifs géographique

Il s'agit de la répartition géographique des actifs non courants autres que les instruments financiers et des actifs d'impôts différés selon IFRS8.

	France	Etranger	Consolidé
Goodwill	4.519	0	4.519
Immobilisations incorporelles	2.615	0	2.615
Immobilisations corporelles	52.578	4.067	56.645
Immeubles de placement	235	0	235
Total	59.947	4.067	64.014

Note 35 – Analyse des risques

35.1. Degré d'exposition des sociétés du Groupe aux risques du marché

Les différentes entreprises du Groupe sont exposées dans des conditions différentes aux risques du marché.

EPI, pour son activité revêtement de sol, est exposée à une grande diversité de risques :

- La part relative élevée de certains clients rend vulnérable l'entreprise en cas de départ de l'un deux, tant pour le marché domestique que sur les marchés à l'exportation.
- La restructuration de l'offre des fournisseurs de panneau : regroupement, augmentation des prix, rend EPI dépendante. Les hausses de prix de la matière première subies au premier semestre 2010 sont en deçà des prévisions servant au budget.
- La réduction des prix de vente est liée, tant aux surcapacités de production au niveau mondial, qu'à l'entrée de tous les fournisseurs de panneau sur le marché du revêtement de sol qui leur permet de s'adresser directement à la distribution.
- L'importance prise par les concurrents asiatiques, sur tous les marchés, est également de nature à faire baisser les prix.
- Les marchés nord-américains sont traités en dollar et l'évolution des cours de l'euro et du dollar a des incidences sur les résultats des opérations traitées sur ces marchés.
- La filiale russe, EPI VOSTOK tient sa comptabilité en rouble et l'incidence des cours de l'euro ou du dollar par rapport au rouble peut avoir des conséquences financières importantes dans le compte d'EPI qui livre des produits haut de gamme à sa filiale russe.
- Le repositionnement stratégique du revêtement de sol et les résultats du premier trimestre 2009, ont amené à adapter les effectifs aux besoins. Un plan de sauvegarde pour l'emploi partiellement réalisé en 2009 pourrait être poursuivi en 2010. Les allègements d'effectifs ont favorablement impacté les frais de personnel au second semestre 2009 et premier semestre 2010.

SELFLOOR, produisait et vendait du revêtement de sol stratifié.

- Le transfert de son activité industrielle au sein de la société EPI à Marlenheim fin 2009, confine SELFLOOR à une activité de stockage et logistique en sous-traitance, qui sera fortement réduite au second semestre 2010, pour disparaître totalement en fin d'année.
- 849 K€ ont été transférés des stocks et des immobilisations vers le poste 'actifs destinés à être cédés'.

EPI VOSTOK, produit et vend du revêtement de sol stratifié.

- A la fin de l'exercice 2009, EPI VOSTOK a commencé à vendre des produits fabriqués en Russie dans son usine et aussi des produits importés de France.
- L'accès au marché nécessitait une force commerciale plus étoffée, EPI VOSTOK a par conséquent renforcé son équipe commerciale, mais la montée en puissance de l'activité est plus lente que prévu initialement.
- Les produits « finish foil » doivent se faire mieux connaître pour que la demande augmente.
- EPI VOSTOK : Le doublement de son Chiffre d'Affaires au premier semestre 2010 ne permet d'atteindre que 75% de son objectif de production 2009, qui est intimement liée au développement du marché russe et à la capacité des entreprises locales à développer leur activité de négociant.
- Le constat de l'ensemble des entreprises étrangères en Russie est qu'elles pâtissent d'une bureaucratie grandissante qui peut retarder les mises en place ou déploiements industriels.

ALSAPAN fabricant de meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou finish foil

- Est très dépendante de son principal client. Cette situation n'est pas nouvelle.
- ALSAPAN dispose d'une force commerciale et d'un bureau d'études dimensionné à ses besoins actuels. Elle n'a pas les moyens de, très rapidement, conquérir de nouveaux clients.
- Comme EPI, ALSAPAN est très dépendante des fournisseurs de matières premières. La décrue perceptible depuis le début 2008 s'est confirmée en 2009. Il faut noter que certains fournisseurs ont mis à l'arrêt des usines de production en raison de surcapacités. On note des changements de stratégie, un major national vient de céder une usine de production de panneaux au principal client d'ALSAPAN. Le premier semestre 2010 subit une légère remontée des prix, en deçà des prévisions servant au budget.
- Pour ses marchés actuels, ALSAPAN traite quasi exclusivement en euro.
- Comme EPI, ALSAPAN a également décidé d'un PSE. Les allègements d'effectifs ont favorablement impacté les frais de personnel au second semestre 2009 et premier semestre 2010.

GROUPE EPI

- Le développement de la production des plans de travail dans l'unité de Wasselonne n'atteint toujours pas le niveau escompté.

HAUTECOEUR et **DGS** conception et commercialisation de meubles en kit produits en Asie.

- Traite la quasi-totalité de son activité vente en Europe, n'arrive pas encore à percer sur les marchés Nord Américains, est pour ses importations très exposée au risque de change lié au dollar, situation qui a été favorable ces dernières années mais qui peut brusquement se retourner.

- Développe un métier que les grandes centrales d'achat ont tendance à intégrer ou à court-circuiter. Le modèle HAUTECOEUR et DGS a subi toutes les conséquences de la crise et la gamme commercialisée demande une refonte du modèle économique. HAUTECOEUR s'oriente vers une démarche de panachage des produits livrés.

- Le marché de la distribution est de plus en plus concentré et les produits proposés par HAUTECOEUR sont sur le segment le plus attaqué par les NTIC. HAUTECOEUR se trouve concurrencée par des officines qui ont établi des bases logistiques fortes en Asie.

- Les marchés de HAUTECOEUR sont très exposés à l'évolution des parts de pouvoir d'achat consacré aux produits d'entrée de gamme. Les marchés à l'exportation sont plus impactés que le marché français par le ralentissement économique mondial, voire la récession, qui a débuté fin 2008.

- Les stocks de HAUTECOEUR sont désormais centralisés sur le site de Tonnerre (89) ; les conséquences de ce regroupement sont perceptibles depuis le milieu de l'exercice 2009.

La filiale US **FLOORIAN** n'a plus d'activité.

Difficultés rencontrées : les principales difficultés rencontrées par les entreprises du Groupe sont liées à la volatilité de la clientèle et au manque de prévisions fiables quant à ses besoins. Les marchés adressés par les différentes unités du Groupe sont matures et les évolutions se font à la marge. Chaque entité du Groupe a la possibilité de construire une offre attrayante et de se démarquer de ses compétiteurs mais chaque entité doit passer d'une culture : volume / prix à un concept niche/créativité/service. La contraction économique actuelle ne favorise pas le développement de ce concept et la pratique historique est très difficile à faire évoluer. Par ailleurs la tendance de la distribution est de faire porter sur le fournisseur la gestion des rayons.

Par ailleurs, la gestion des filiales étrangères n'est guère facile, car n'est pas construite sur un modèle éprouvé.

35.2. Risques propres au Groupe et à son organisation

Le Groupe ne présente pas, en tant que structure, de risque particulier. Néanmoins les dirigeants des principales sociétés contrôlent aussi le capital des sociétés du Groupe directement ou indirectement ; leur rôle prépondérant tant opérationnel que d'actionnaires de référence rend le Groupe dépendant de ces personnes. Afin d'atténuer ce facteur de risque, certaines dispositions renforçant l'implication de l'encadrement ont été mises en place. Des solutions ont ainsi été étudiées pour atteindre cet objectif. Par ailleurs, une procédure de remplacement des hommes-clés existe. Pour l'encadrement considéré comme "clé" dans la structure, il a été mis en place au 1^{er} trimestre 2008, un accès au capital par une émission d'OBSAAR dont une partie des BSAAR a été cédée au personnel clé répondant à cet objectif. Cette opération a fait l'objet d'une note d'opération déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 janvier 2008. Au cours de l'exercice 2008 le Groupe avait nommé un directeur de la division revêtement de sol qui s'est révélé être un échec. Il a été remercié en octobre 2009. D'autre part la direction générale s'est étoffée au troisième trimestre 2009 avec le recrutement de compétences en particulier financières au plus haut niveau.

Pour palier la disparition de M. Jean-Jacques STRUB le 23/04/2010, Gérard VOIRIN, Directeur Général de EPI a été nommé Président du Directoire et Antonio CLEMENTE, Directeur Général de ALSAPAN, a été nommé Directeur Général de EPI.

35.3. Risques relatifs au secteur d'activité du Groupe

Le secteur du revêtement de sol et de la fabrication de meubles est parvenu ces dernières années à maturité. La crise économique qui a débuté au dernier trimestre 2008 est particulièrement ressentie par ces deux secteurs d'activité. La concurrence sur tous les marchés est plus forte et le Groupe doit faire face à une mondialisation des acteurs. De plus, certains

GROUPE EPI

concurrents sont aussi des producteurs de panneaux ce qui leur octroie une plus grande maîtrise des approvisionnements et de leurs coûts de production, ce qui n'est pas le cas du Groupe. D'autant que la tendance est à la concentration des producteurs de panneaux. On constate même l'entrée en jeu d'un client majeur de l'entreprise qui devient fournisseur de matière première consommée dans nos fabrications.

La maîtrise des approvisionnements reste une condition sine qua non de la compétitivité du Groupe et de ses activités. Après l'accalmie en 2009, les prix de la matière première repartent à la hausse, mais en deçà des prévisions servant aux budgets. Les coûts de production augmentent alors que les prix de vente sont orientés à la baisse car les clients ont connaissance des surcapacités de production par rapport à la demande. Au regard de leur manque de croissance en particulier dans le domaine du meuble kit, les clients n'acceptent aucune révision significative de prix et les services que doit apporter le Groupe au-delà de sa production sont de plus en plus importants et renchérissent les coûts globaux.

Les marchés à l'export ont pâti de la parité euro/dollar et la variation des cours des devises impacte nécessairement le résultat.

L'environnement concurrentiel très important conduit le Groupe à investir dans des axes de recherche et de nouveaux produits en permanence. Le nouveau produit « finish foil », dont la production industrielle a démarré en Russie au cours du 1^{er} semestre 2008, n'a pas encore réussi à percer et la mise en œuvre de l'usine est plus longue que prévue. EPI VOSTOK est un investissement qui a nécessité de qualifier les matières premières d'origine locale et une mise au point de matériel pour intégrer des contraintes particulières. Le retard dans la mise en exploitation industrielle n'a pas entraîné pas d'autres conséquences que celle d'être arrivé sur le marché russe avec 6 mois de retard. L'usine de VOSTOK est très dépendante des fournisseurs locaux quant à ses approvisionnements en matière première. Les concurrents de EPI subissent les mêmes contraintes et aléas.

Le Groupe reste sensible à tout nouveau produit et prend toute mesure pour rester à la pointe dans ses secteurs d'activités et rechercher en permanence des gains de productivité tout en se préoccupant des problèmes de santé, tant ceux liés aux produits qu'à la production de ces mêmes produits.

Les normes environnementales de plus en plus draconiennes imposent au Groupe une veille de tous les instants. Ces normes, en adéquation avec les préoccupations légitimes tant des populations que des clients et de tous les personnels du Groupe, présentent deux risques principaux:

- Un facteur de déséquilibre concurrentiel avec les producteurs d'autres régions du monde, causé par l'impact économique de ces normes.
- Les activités du Groupe sont exercées dans des établissements classés soumis à autorisation préalable. Or la tendance forte au renforcement des normes environnementales d'année en année ne permet pas d'avoir de certitude sur l'obtention des autorisations indispensables dans le futur.
- Les associations de consommateurs ont en point de mire les C.O.V et formaldéhydes qui sont en partie liés à la matière première.

Afin de prévenir tout risque environnemental le Groupe a mis en place une politique de suivi et de prévention de ce risque et procède régulièrement à la mise aux normes de ses installations. Les investissements correspondants sont engagés. Ces derniers ne sont pas significatifs et sont inclus dans les coûts de maintenance annuels, soit un budget annuel de l'ordre de 500.000 euros pour le Groupe. Dans ce budget ne sont pas inclus les renouvellements de matériel qui doivent être remplacés du fait de leur âge, vétusté et usure. Ceux ci sont inclus dans le plan d'investissements généraux (ex: les chaudières).

Le Groupe met en œuvre ses moyens et ses ressources pour respecter les conditions d'exploitation qui lui sont prescrites par les différents organismes de contrôle.

Les risques technologiques liés à l'activité sont faibles. Les installations de Marlenheim, Dinsheim, Erstein, Boulay, Tonnerre sont sprinklées ; une visite trentenaire est prévue pour l'une d'entre elles (Boulay). Pour la plupart des sites, un système agréé de détection et d'extinction des étincelles a été mis en place. Une partie des locaux de stockage de La Courtine a été déclarée inutilisable pour des raisons de sécurité vis-à-vis du voisinage, sans conséquence sur la production.

Le Groupe a souscrit les assurances nécessaires à la couverture de sa responsabilité civile vis à vis des biens et des personnes du fait de ses activités et de l'exploitation de ses installations. Ces polices d'assurances couvrent aussi les risques

GROUPE EPI

environnementaux. Des polices d'assurance multirisques couvrent ses installations et sites.

Le montant des primes d'assurances versées en 2009 est de 1.091 K€. Cela concerne principalement l'assurance multirisques (593 K€), l'assurance clients (353 K€) ainsi que la responsabilité civile (39 K€). La proportionnalité est respectée pour les primes versées au titre du premier semestre 2010.

Le montant des capitaux assurés se décompose comme suit :

-Responsabilité Civile :

Exploitation 8.000 K€.

Pollution accidentelle 1.500 K€ par sinistre et par an.

-Multirisques dommages aux biens :

Dommages matériels (bâtiments, matériels, marchandises) 285.084 K€.

Pertes d'exploitation (marge brute) 76.600 K€.

35.4. Risques financiers

35.4.1. Risque de liquidité

Des facilités de caisse sont négociées annuellement avec les partenaires bancaires au sein de chaque entité du Groupe.

Le Groupe EPI est principalement financé par l'emprunt obligataire de la maison mère, des emprunts bancaires classiques et des locations financements contractés au niveau de chacune de ses filiales opérationnelles.

Les deux premières échéances annuelles de l'emprunt obligataire d'une durée de cinq ans ont été honorées sans difficultés.

La répartition globale des emprunts bancaires par taux est la suivante : Voir Notes 16

Au 30/06/2010, la trésorerie du Groupe s'élève à 8.789 K€ contre 8.957 K€ au 31/12/2009. Il est important de noter que la société dispose également de valeurs mobilières de placement (classées en autres actifs financiers selon IAS 7 et décrites dans la Note 9) pour un montant de 57.930 K€ et a mobilisé son compte client qui s'élève à 36.454 K€ au 30 juin 2010, à concurrence de 24 M€ au travers d'une ligne de crédit revolving confirmée de 20 Millions d'Euros. Le Groupe EPI a mis en œuvre une gestion centralisée des comptes de trésorerie de l'ensemble de ses filiales. Au regard des soldes journaliers de chacune des entités, le Groupe décide de la souscription de sicav, de la mise en place d'autorisations de découvert ou finalement de virements de trésorerie de la maison-mère par le biais de compte-courants.

Au 30/06/2010, la trésorerie du Groupe se répartit de la manière suivante entre les principales filiales:

- EPI :	5.569 K€
- ALSAPAN:	666 K€
- HAUTECOEUR	2.152 K€
- Autres :	402 K€

Il existe cependant un risque potentiel de liquidité en cas de non-respect de covenants (cf. Note 32). A ce jour et en fonction de ces éléments, la société considère ne pas être en risque de liquidité.

35.4.2. Risque actions

Les risques sur actions concernent les valeurs mobilières de placement dont le détail figure dans la Note 9 'Autres actifs financiers'

Le risque concerne des SICAV classées dans ce poste selon les critères de l'IAS7. Il s'agit plus d'un risque sur la valeur, que sur la liquidité, celle-ci étant généralement limitée à une semaine.

Le risque concerne pour une autre partie des contrats de capitalisation qui répondent aux quatre critères de l'IAS7. Il s'agit d'un risque sur la valeur, le porteur des contrats est coté AA chez Standard & Poor's et Aa3 chez Moody's.

Les SICAV monétaires ne présentent aucun risque de liquidité.

GROUPE EPI

35.4.3. Risque de taux : Cf. Note 16.

35.4.4. Risque de change : Cf. Note 22.

35.5. Risques juridiques

En prenant une licence pour les revêtements de sol dits « sans colle » auprès de UNILIN, EPI a mis fin à tous litiges avec UNILIN et ainsi peut produire et vendre sans restriction sur tous les marchés sans risque et en toute sécurité, y compris en Amérique du Nord. Cette licence UNILIN a été étendue à SELFLOOR, filiale de EPI qui a repris une partie des actifs de ROYSOL et de son fonds de commerce revêtements de sol.

Un conflit de voisinage opposant EPI à un particulier sur le site de Marlenheim est pendant devant les tribunaux. Ce voisin se plaint de nuisances acoustiques, le tribunal a ordonné une expertise judiciaire. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un conflit de voisinage opposant ALSAPAN à un couple de particuliers sur le site de Dinsheim est pendant devant les tribunaux. Ces voisins se plaignent de nuisances diverses. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un litige opposant EPI à une société de recyclage de poussière de bois (NACOSPAN) est pendant devant les tribunaux belges. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un litige pendant devant le tribunal de commerce de Versailles oppose un dirigeant de SERIBO à EPI : la société SERIBO a cédé le 24 février 2004 la société ALSAPAN à ALSAFINANCES. ALSAPAN et ALSAFINANCES ont par la suite été absorbées par EPI.

Un membre du conseil de surveillance de SERIBO a demandé la nullité de la cession de la société Alsapan et exigé des anciens dirigeants de SERIBO et d'Alsapan (aujourd'hui EPI) le versement de dommages et intérêts. La demande de dommages et intérêts s'est élevée à 6.985 K€.

EPI considère qu'il est peu probable que la nullité de la cession d'ALSAPAN soit prononcée. De même, le risque qu'EPI soit condamnée à verser des dommages et intérêts à ce titre est qualifié de faible.

Ce litige n'a pas fait l'objet d'une provision.

A la connaissance de la société, il n'existe pas, sur une période couvrant les douze derniers mois, d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourraient avoir ou auraient eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Les principaux risques provisionnés sont les suivants:

- Le litige opposant EPI à un voisin à Marlenheim, évoqué ci-dessus, a fait l'objet d'une provision pour un montant de 1.094K€.
- Un autre litige opposant ALSAPAN à un couple de riverains de Dinsheim sur Bruche a été provisionné pour 1.000 K€. Au travers d'une « association de défense » Mr et Mme WABARTHA font valoir un préjudice personnel et sollicitent 500 K€ de dommages et intérêts par époux.
- Un litige oppose une société de recyclage belge à EPI devant le tribunal de Courtrai pour un différend concernant la fourniture de poussière de bois- provisionné pour 1.350 K€.

35.6. Risques d'approvisionnement

Les matières premières, utilisées par les différentes entités du Groupe, sont commercialisées par plusieurs fournisseurs dont le nombre se réduit et dont un site est aussi client du Groupe.

Les panneaux peuvent être approvisionnés auprès de moins d'une dizaine de fabricants européens. Il n'est pas exclu que des regroupements se poursuivent dans ce secteur d'activité. Le Groupe est dépendant des fournisseurs extérieurs pour ses

GROUPE EPI

approvisionnement en panneaux. Les évolutions des prix à la hausse sont difficilement répercutables dans des délais courts sur les prix de vente.

L'activité revêtement de sol subit les conséquences des surcapacités de production du secteur, ainsi que la concurrence sévère des producteurs de panneaux qui ont tous, à présent, des unités de production de revêtement de sol stratifié. Ceux-ci bénéficient par conséquent d'une économie de frais de transports, du fait de la suppression d'un intermédiaire dans la chaîne de distribution. Le coût des transports est un facteur qui rend de moins en moins compétitifs les fabricants non intégrés. Une voie existe néanmoins pour les producteurs dynamiques, créatifs en mesure d'apporter un niveau de service adapté.

Les décors en papier mélaminé peuvent être fournis par au moins cinq fournisseurs différents. Certains de ces fournisseurs possèdent des décors exclusifs. Le Groupe travaille principalement avec quatre fournisseurs. Le Groupe est totalement dépendant des fournisseurs extérieurs pour les approvisionnements de ce composant. Les évolutions des prix à la hausse sont difficilement répercutables dans des délais courts sur les prix de vente.

Dans le domaine du panneau mélaminé la contractualisation est peu pratiquée. Par usage, les fournisseurs répercutent les évolutions des prix de leurs matières premières sur le prix de leurs produits. Les cours du bois ont une influence sur les prix ; la consommation de bois pour le chauffage en Europe, conduit à des évolutions chaotiques. Les cours du pétrole et du dollar impactent directement les prix des panneaux, de la mélamine et des papiers décors. Les importantes fluctuations des derniers mois ont influé sensiblement.

Une augmentation de 1% du prix des matières premières consommées par le Groupe réduirait la marge opérationnelle de 0,5% (0,3% pour les panneaux et de 0,2% pour les autres matières premières). De même une baisse des prix conduirait à une hausse de la marge dans les mêmes proportions sauf si les concurrents répercutent directement ces baisses.

35.7. Risques clients/distributeurs

La distribution a fortement évolué ces dernières années et les entreprises du Groupe ont comme client des groupes de plus en plus puissants et concentrés. Les différentes entités du Groupe ont des clients majeurs qui prennent de plus en plus d'importance, ce qui au regard du marché n'est pas anormal en soi.

Le risque le plus élevé est au niveau d'ALSAPAN dont le client le plus important a représenté 58% de son chiffre d'affaires 2010. La fidélité et la qualité relationnelle et commerciale entretenue entre ALSAPAN et ce client peut la placer dans une situation de dépendance au regard de la part de chiffre d'affaires réalisé avec celui-ci. Cette situation n'est cependant pas nouvelle.

EPI est lui aussi exposé à ce même type de risque du fait de la croissance de la part de marché de son principal client qui concourt à environ 50% de son CA.

En tout état de cause, et compte tenu de la structure des marchés et des réseaux de vente, essentiellement tenus par les distributeurs, notamment en France, la perte des principaux clients de chaque entité du Groupe pourrait avoir des conséquences préjudiciables.

35.8. Actifs dépréciés

- Les stocks sont dépréciés à hauteur de 2.010 K€ (cf. Note 11)
- Les clients sont dépréciés à hauteur de 1.930 K€ (cf. Note 12)
- Une créance de l'actif non courant de 299 K€ est dépréciée à 100% (cf. Note 9)
- Des actifs financiers (PHOENIX) pour 1.992 K€ sont dépréciés à quasi 100% (cf. Note 9).

Concernant la gestion du risque client, le groupe a souscrit un contrat d'assurance crédit. La couverture lorsqu'elle est mise en place, doit permettre de couvrir environ trois mois de chiffre d'affaires ainsi que le portefeuille de commandes du client. L'analyse est faite au cas par cas par le crédit manager puis validée par la direction commerciale.

Il n'y a pas d'autres catégories d'actifs dépréciés (cf. Note 8 relative aux tests de valeur des actifs).

Note 36 – Ventilation des instruments financiers36.1. Actifs et Passifs financiers

Selon IFRS 7 § 8 les actifs et passifs financiers doivent être présentés par catégorie :

- Actifs à la juste valeur par résultat
 - Placements détenus jusqu'à l'échéance
 - Prêts et créances
 - Actifs disponibles à la vente
- Passifs à la juste valeur par résultat
- Passifs au coût amorti

En voici la synthèse :

Postes du bilan	Valeur au bilan	Juste valeur	Placements détenus jusqu'à l'échéance	Actifs & Passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts Créances & Dettes	Passifs au coût amorti
Autres titres immobilisés	39	39			39		
Prêts	57	57				57	
Fonds de garantie, dépôts & cautionnement	280	280				280	
Valeurs mobilières de placement classées en autres actifs financiers	57.930	57.930	57.792	118		20	
Créances clients	36.454	36.454				36.454	
Fournisseurs acomptes versés	650	650				650	
Fournisseurs avoirs à recevoir	333	333				333	
Personnel & comptes rattachés	276	276				276	
Débiteurs divers	43	43				43	
Sicav monétaires	6.992	6.992		6.992			
Trésorerie	1.797	1.797		1.797			
Total des instruments financiers à l'Actif	104.851	104.851	57.792	8.907	39	38.113	0
Emprunts portant intérêts inscrit en passifs non courants	28.518	28.518		1.335			27.183
Part à court terme des emprunts portants intérêts	39.121	39.121		979			38.142
Dettes fournisseurs d'exploitation	10.797	10.797				10.797	
Clients acomptes versés	293	293				293	
Dettes fiscales & sociales	10.014	10.014				10.014	
Dettes fournisseurs d'immobilisation	174	174				174	
Clients avoirs à établir	9.640	9.640				9.640	
Total des instruments financiers au Passif	98.557	98.557	0	2.314	0	30.918	65.325

36.2. Compte de résultat

Selon IFRS 7 § 20 doivent être mentionnés les profits et pertes sur :

- Les actifs et passifs à la juste valeur par résultat
- Les placements détenus jusqu'à l'échéance
- les prêts et créances
- Les passifs financiers au coût amorti
- Les Actifs disponibles à la vente

En voici la synthèse :

Contrepartie	Produits de trésorerie & équivalents trésorerie			Coût de l'endettement brut		
	Produits de cession de VMP	Autres intérêts & produits assimilés	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Charges d'instruments de couverture de taux	Intérêts des dettes au coût amorti
Dépôts à terme		1.681				
Sicav monétaires	8		1			
Créances		4				
Trésorerie					- 689	
Emprunts portant intérêts inscrits en passifs non courants				- 88		- 471
Part à court terme des emprunts portants intérêts				129		
Total	8	1.685	1	41	- 689	- 471

Note 37 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement significatif risquant de modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30/06/2010 et la date du Directoire ayant arrêté ces comptes le 23/08/2010.

IV. Rapport des commissaires aux comptes¹

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société EPI, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

¹ Article 222-4 I 4° RG AMF : « Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes précités. Lorsque les dispositions légales qui sont applicables à l'émetteur n'exigent pas que les comptes semestriels fassent l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux ou statutaires, l'émetteur le mentionne dans son rapport. »

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3.4 « Nouvelles normes et interprétations » de l'annexe relative aux nouvelles normes d'application obligatoire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Courbevoie et Reichstett, le 30 août 2010

Les commissaires aux comptes

MAZARS :

Jean-Brice de TURCKHEIM

SEGEC :

Frédéric PIQUET